

N° 3-6

# BULLETIN D'INFORMATION ET RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS



## DE LA PREFECTURE DE LA MARNE

du 07 mars 2024

### **AVIS ET PUBLICATION :**

- **SOUS-PREFECTURES :**
  - Sous-préfecture d'Épernay
- **SERVICES DECONCENTRES :**
  - Direction départementale des territoires de la Marne
  - Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Ile-de-France
- **DIVERS :**
  - Direction départementale des finances publiques de la Marne
  - Direction générale des douanes et des droits indirects

*Ce recueil est consultable à la préfecture de la Marne, 1, rue de Jessaint 51000 Châlons-en-Champagne et dans les trois sous-préfectures (Reims, Epernay et Vitry-le-François), ainsi que sur le site internet de la préfecture [www.marne.gouv.fr](http://www.marne.gouv.fr) (rubrique - Publications).*

# SOMMAIRE

## **SOUS-PREFECTURES**

### Sous-Préfecture d'Épernay

p 5

- Arrêté du **04 mars 2024** autorisant l'organisation de régates sur le lac du Der à Giffaumont-Champaubert du samedi 30 mars au lundi 01 avril 2024

- Arrêté du **04 mars 2024** autorisant l'organisation de régates sur le lac du Der à Giffaumont-Champaubert du samedi 20 au 21 avril, le samedi 06 juillet et le dimanche 08 septembre 2024

## **SERVICES DECONCENTRES**

### Direction départementale des territoires de la Marne (D.D.T.)

p 15

- Arrêté préfectoral n° DA-051-454-24-0001 du **05 mars 2024** autorisant la Communauté Urbaine du Grand Reims à procéder à l'abattage d'allées d'arbres ou d'alignements d'arbres qui bordent les voies ouvertes à la circulation publique - Boulevard De Lattre de Tassigny et rue Sadi Lecointre - Reims

- Arrêté préfectoral n° DA-051-454-24-0002 du **05 mars 2024** autorisant la Communauté Urbaine du Grand Reims à procéder à l'abattage localisé d'allées d'arbres ou d'alignements d'arbres qui bordent les voies ouvertes à la circulation publique le long du Boulevard Pommery situés sur le territoire de la commune de REIMS dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier Europe

- Arrêté préfectoral n° DA-051-454-24-0003 du **05 mars 2024** autorisant la Communauté Urbaine du Grand Reims à procéder à l'abattage localisé d'allées d'arbres ou d'alignements d'arbres qui bordent les voies ouvertes à la circulation publique le long de l'impasse Jean XXIII, de la Contre-allée de la Rue de Neufchâtel et de la Rue de l'Abbé Miroy situés sur le territoire de la commune de REIMS dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier Europe

- Arrêté préfectoral n° DA-051-454-24-0004 du **05 mars 2024** autorisant la Communauté Urbaine du Grand Reims à procéder à l'abattage localisé d'allées d'arbres ou d'alignements d'arbres qui bordent les voies ouvertes à la circulation publique le long de la Rue Pierre de Courbertin situés sur le territoire de la commune de REIMS dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier Orgeval

- Récépissé du 07 mars 2024 déclaration d'un établissement de chasse à caractère commercial sur la commune de Anthenay

### Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France

p 36

- Décision n° DRIEAT-IDF-2023-1131 du 29 février 2024 portant subdélégation de signature du préfet de la Marne

## **DIVERS**

### ☒ Direction départementale des finances publiques de la Marne

p 42

- Désignation du conciliateur fiscal départemental du **29 février 2024**
- Délégation de signature du **29 février 2024** en matière de contentieux et de gracieux fiscal conciliateur fiscal départemental
- Arrêté du **1<sup>er</sup> juillet 2023** portant délégation de signature
- Arrêté du **1<sup>er</sup> mars 2024** portant délégation de signature
- Décision de délégations spéciales de signature pour la division contrôle, expertise et recouvrement du **1<sup>er</sup> mars 2024**

### ☒ Direction générale des douanes et des droits indirects

p 54

- Décision 2024/1 du **04 mars 2024** du directeur régional à REIMS CEDEX portant subdélégation de la signature interrégionale à METZ dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide

Sous Préfectures

**Sous-Préfectures**

**Sous-Préfecture d'Epernay**



**Arrêté autorisant l'organisation de régates  
sur le lac du Der à Giffaumont-Champaubert**

**du samedi 30 mars au lundi 01 avril 2024**

**Le Préfet de la Marne**

*Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU** le code des transports ;
- VU** le code du domaine fluvial et de la navigation intérieure ;
- VU** le décret n°73-912 du 21 septembre 1973 ;
- VU** le décret n° 2012-1556 du 28 décembre 2012 déterminant la liste des mesures temporaires d'interruption ou de modification des conditions de la navigation pouvant être prises par le gestionnaire de l'eau ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2018 portant règlement opérationnel du service départemental d'incendie et de secours de la Marne ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature à M. Benoît LEMAIRE, sous préfet de Reims, sous-préfet d'Épernay par intérim ;
- VU** l'arrêté ministériel du 28 juin 2013 portant règlement général de police de la navigation intérieure ;
- VU** l'arrêté du 3 juin 2002 modifiant l'arrêté inter-préfectoral du 20 décembre 1974 portant règlement particulier de police de la navigation ;
- VU** la circulaire interministérielle du 24 janvier 2013 relative aux actes et mesures de police de la navigation intérieure ;
- VU** la circulaire interministérielle du 1<sup>er</sup> août 2013 relative à la mise en œuvre du règlement général de police de la navigation intérieure et des règlements particuliers de police ;
- VU** la demande formulée par M. Gilles TAGUEL, président la ligue de l'Enseignement Meuse, reçue le 09 janvier 2024 ;
- VU** la police d'assurance souscrite par l'organisateur, conforme aux dispositions de la réglementation en vigueur ;
- VU** les avis favorables rendus par les services consultés ;

**CONSIDÉRANT** l'engagement des organisateurs à supporter les conséquences des dommages survenus au cours ou à l'occasion de l'épreuve, et à souscrire un contrat spécifiant qu'en aucun cas la responsabilité administrative ne pourra être mise en cause, à prendre en charge les frais du service d'ordre exceptionnellement mis en œuvre à l'occasion du déroulement de l'épreuve et à assurer la réparation des dommages, dégradations de toute nature de la voie publique ou de ses dépendances imputables aux concurrents, aux organisateurs ou à leurs préposés ;

**SUR** proposition de la secrétaire générale de la sous-préfecture d'Épernay ;

## **A R R E T E**

### **Article 1<sup>er</sup>** :

M. Gilles TAGUEL, président de la ligue de l'Enseignement Meuse, est autorisé à organiser des Régates, qui se dérouleront sur le lac du Der, aux horaires suivants :

○ du samedi 30 mars au lundi 01 avril 2024 : de 09h00 à 19h00

➤ Nombre de participants : 70 maximum.

### **Article 2** :

La manifestation est autorisée sous réserve de la stricte observation des dispositions des décrets et arrêtés précités, des règles d'organisation et de sécurité fixées par la fédération française de voile, ainsi que des mesures figurant aux articles suivants du présent arrêté.

### **Article 3** :

Les réparations des dégradations éventuelles du domaine public seront à la charge des organisateurs.

### **Article 4** :

Un dispositif d'information sera mis en place, afin de prévenir le public en cas d'incident au cours de la manifestation (radio, etc...), ainsi que des moyens de communication permettant d'alerter sans délai les services d'intervention les plus proches du lieu de la manifestation (sapeurs-pompiers, SMUR, etc...).

Afin de permettre l'accès aux véhicules d'incendie et de secours aux aires de départ, de débarquement et d'arrivée, il conviendra de laisser une largeur libre minimale de 3 mètres.

L'organisateur devra prévoir la mise en place obligatoire d'un dispositif de surveillance et d'encadrement au sol garantissant la sécurité de la zone de compétition et interdisant à tout public l'accès immédiat à la berge.

L'organisateur devra adapter le dispositif de sécurité (bateaux de surveillance et personnels qualifiés pour porter secours), en fonction du nombre de participants en évolution, conformément au règlement de la Fédération Française de Voile. Il devra scrupuleusement respecter les règles sanitaires et de sécurité en matière d'organisation d'épreuves nautiques. Néanmoins, ces compétitions pourront être annulées en fonction du contexte sanitaire ou des conditions météorologiques et aquatiques.

Les horaires seront impérativement respectés.

Dans le cadre l'application du plan « VIGIPIRATE », il est nécessaire de mettre en œuvre les mesures adéquates de sécurité :

- surveillance accrue des accès au site de la manifestation,
- sensibilisation aux consignes de sécurité et de vigilance de tous les personnels désignés à ce titre par l'organisateur,
- surveillance du public et de tous les sites accessibles, afin d'y déceler tout objet suspect et d'alerter sans délai les forces de police en cas d'événement anormal ou de découverte d'objet suspect au cours de cette manifestation sportive.

#### **Article 5 :**

En aucun cas, la responsabilité administrative de l'État ne pourra être mise en cause.

#### **Article 6 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification, d'un recours gracieux auprès du sous-préfet de Reims, sous-préfet d'Épernay par intérim, d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur, ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, à savoir celui de Châlons-en-Champagne (51000) – 25, rue du lycée -, ou encore par le biais de l'application télérécur (www.telerecur.fr). L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique proroge de deux mois le délai pour exercer un recours contentieux.

#### **Article 7 :**

Le sous-préfet de Reims, sous-préfet d'Épernay par intérim, le Colonel, commandant adjoint de la région Grand Est, commandant le groupement de gendarmerie départemental de la Marne, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le directeur des services départementaux de l'Éducation nationale, le directeur départemental des territoires, le maire de Giffaumont-Champaubert, l'organisateur ainsi que le gestionnaire du site sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne et dont copie sera adressée aux forces de l'ordre, aux maires concernés, au Président du Syndicat du Der, au sous-préfet de Vitry le François et à la Fédération Française de voile.

Épernay, le 04 mars 2024

Pour le préfet, et par délégation,  
Le sous-préfet de Reims,  
sous-préfet d'Épernay par intérim,



Benoît LEMAIRE







**PRÉFET  
DE LA MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Sous-préfecture d'Épernay**

Pôle départemental  
des manifestations sportives

**Arrêté autorisant l'organisation de régates  
sur le lac du Der à Giffaumont-Champaubert**

**du samedi 20 au 21 avril, le samedi 06 juillet et le dimanche 08 septembre 2024**

**Le Préfet de la Marne**

*Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU** le code des transports ;
- VU** le code du domaine fluvial et de la navigation intérieure ;
- VU** le décret n°73-912 du 21 septembre 1973 ;
- VU** le décret n° 2012-1556 du 28 décembre 2012 déterminant la liste des mesures temporaires d'interruption ou de modification des conditions de la navigation pouvant être prises par le gestionnaire de l'eau ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2018 portant règlement opérationnel du service départemental d'incendie et de secours de la Marne ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature à M. Benoît LEMAIRE, sous préfet de Reims, sous-préfet d'Épernay par intérim ;
- VU** l'arrêté ministériel du 28 juin 2013 portant règlement général de police de la navigation intérieure ;
- VU** l'arrêté du 3 juin 2002 modifiant l'arrêté inter-préfectoral du 20 décembre 1974 portant règlement particulier de police de la navigation ;
- VU** la circulaire interministérielle du 24 janvier 2013 relative aux actes et mesures de police de la navigation intérieure ;
- VU** la circulaire interministérielle du 1<sup>er</sup> août 2013 relative à la mise en œuvre du règlement général de police de la navigation intérieure et des règlements particuliers de police ;
- VU** la demande formulée par M. Jean-Paul TISSERAND, vice-président du Club Nautique de Giffaumont « C.N.G », reçue le 13 décembre 2023 ;
- VU** la police d'assurance souscrite par l'organisateur, conforme aux dispositions de la réglementation en vigueur ;

**VU** les avis favorables rendus par les services consultés ;

**CONSIDÉRANT** l'engagement des organisateurs à supporter les conséquences des dommages survenus au cours ou à l'occasion de l'épreuve, et à souscrire un contrat spécifiant qu'en aucun cas la responsabilité administrative ne pourra être mise en cause, à prendre en charge les frais du service d'ordre exceptionnellement mis en œuvre à l'occasion du déroulement de l'épreuve et à assurer la réparation des dommages, dégradations de toute nature de la voie publique ou de ses dépendances imputables aux concurrents, aux organisateurs ou à leurs préposés ;

**SUR** proposition de la secrétaire générale de la sous-préfecture d'Épernay ;

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup>** :

M. Jean-Paul TISSERAND, vice-président du Club Nautique de Giffaumont « C.N.G », est autorisé à organiser, des Régates, qui se dérouleront sur le lac du Der, aux horaires suivants :

- du 20 au 21 avril 2024 : « Le trophée des ports » de 14h00 à 15h00
- le 06 juillet 2024 : « L'Estivale » de 16h00 à 20h30
- le 08 septembre 2024 : « La clôture » de 10h00 à 15h30

➤ Nombre de participants : 180 maximum.

### **Article 2** :

La manifestation est autorisée sous réserve de la stricte observation des dispositions des décrets et arrêtés précités, des règles d'organisation et de sécurité fixées par la fédération française de voile, ainsi que des mesures figurant aux articles suivants du présent arrêté.

### **Article 3** :

Les réparations des dégradations éventuelles du domaine public seront à la charge des organisateurs.

### **Article 4** :

Un dispositif d'information sera mis en place, afin de prévenir le public en cas d'incident au cours de la manifestation (radio, etc...), ainsi que des moyens de communication permettant d'alerter sans délai les services d'intervention les plus proches du lieu de la manifestation (sapeurs-pompiers, SMUR, etc...). Afin de permettre l'accès aux véhicules d'incendie et de secours aux aires de départ, de débarquement et d'arrivée, il conviendra de laisser une largeur libre minimale de 3 mètres.

L'organisateur devra prévoir la mise en place obligatoire d'un dispositif de surveillance et d'encadrement au sol garantissant la sécurité de la zone de compétition et interdisant à tout public l'accès immédiat à la berge.

Les horaires seront impérativement respectés.

Dans le cadre l'application du plan « VIGIPIRATE », il est nécessaire de mettre en œuvre les mesures adéquates de sécurité :

- surveillance accrue des accès au site de la manifestation,
- sensibilisation aux consignes de sécurité et de vigilance de tous les personnels désignés à ce titre par l'organisateur,
- surveillance du public et de tous les sites accessibles, afin d'y déceler tout objet suspect et d'alerter sans délai les forces de police en cas d'événement anormal ou de découverte d'objet suspect au cours de cette manifestation sportive.

**Article 5 :**

En aucun cas, la responsabilité administrative de l'État ne pourra être mise en cause.

**Article 6 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification, d'un recours gracieux auprès du sous-préfet de Reims, sous-préfet d'Épernay par intérim, d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur, ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, à savoir celui de Châlons-en-Champagne (51000) – 25, rue du lycée -, ou encore par le biais de l'application télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)). L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique proroge de deux mois le délai pour exercer un recours contentieux.

**Article 7 :**

Le sous-préfet de Reims, sous-préfet d'Épernay par intérim, le Colonel, commandant adjoint de la région Grand Est, commandant le groupement de gendarmerie départemental de la Marne, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le directeur des services départementaux de l'Éducation nationale, le directeur départemental des territoires, le maire de Giffaumont-Champaubert, l'organisateur ainsi que le gestionnaire du site sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne et dont copie sera adressée aux forces de l'ordre, au maire concerné, au Syndicat du Der, à la sous-préfecture de Vitry le François et à la Fédération Française de voile.

Épernay, le 04 mars 2024

Pour le préfet, et par délégation,  
Le sous-préfet de Reims,  
sous-préfet d'Épernay par intérim,



Benoit LEMAIRE



Services déconcentrés

# **Services déconcentrés**

**DDT**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n°DA-051-454-24-0001**

**autorisant la Communauté urbaine du Grand Reims  
à procéder à l'abattage d'allées d'arbres ou d'alignements d'arbres  
qui bordent les voies ouvertes à la circulation publique**

**Boulevard De Lattre de Tassigny et Rue Sadi Lecointre - REIMS**

**LE PRÉFET DE LA MARNE**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le Code de l'environnement et notamment son article L.350-3 ;

**Vu** le Code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L.114-2 ;

**Vu** le décret n° 2023-384 du 19 mai 2023 relatif au régime de protection des allées d'arbres et alignements d'arbres bordant les voies ouvertes à la circulation publique ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2023-01 du 2 janvier 2023 portant délégation de signature en matière d'administration générale et de marchés publics à Monsieur Sylvestre DELCAMBRE, Directeur départemental des territoires de la Marne ;

**Vu** l'arrêté de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne du 18 octobre 2023 portant subdélégation de signature à Madame Claire CHAFFANJON, Directrice départementale adjointe des territoires de la Marne, en matière d'administration générale et de marchés publics ;

**Vu** le dossier de demande d'autorisation de la Communauté urbaine du Grand Reims du 5 décembre 2023 enregistré sous le n°DA-051-454-24-0001, relatif à un projet d'abattage de 29 arbres constitutifs d'allées d'arbres ou d'alignements d'arbres qui bordent les voies ouvertes à la circulation publique, dont le Boulevard De Lattre de Tassigny et la Rue Sadi Lecointre, situés sur le territoire de la commune de REIMS dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier Europe dans le secteur Aviateurs ;

**Vu** la réception le 4 janvier 2024 par la Direction départementale des territoires de la Marne du dossier de demande d'autorisation transmis par la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand-Est, en application des dispositions de l'article L.114-2 du Code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** le récépissé de dépôt de la demande d'abattage délivré le 21 février 2024 au déclarant par la Direction départementale des territoires de la Marne, autorité compétente en matière d'instruction à la date de dépôt ;

**Vu** le dossier technique annexé à la déclaration susvisée, notamment le plan du projet en phase d'études d'avant-projet et les photographies jointes, les précisions apportées sur les modalités de compensation projetées ;

**Vu** la circulaire d'information préalable du 21 février 2024 adressée à la commune concernée par l'opération d'abattage projetée ;

**Vu** l'absence d'observation de la collectivité consultée à la date de rédaction du présent acte ;

**Vu** la convention cadre du 31 janvier 2022 relative aux opérations foncières intervenant dans le cadre du nouveau programme de renouvellement urbain des quartiers Croix Rouge, Orgeval, Europe et Châtillons.

**Considérant** que le présent dossier de demande d'autorisation d'abattage d'allées d'arbres ou d'alignements d'arbres qui bordent les voies ouvertes à la circulation publique est réalisé en raison de travaux d'aménagements relatifs au projet de rénovation urbaine du quartier Europe dans le secteur Aviateurs sur le territoire de la commune de REIMS ;

**Considérant** que ledit dossier porte globalement sur l'abattage de 29 sujets de type Marronniers, plantés le long du Boulevard De Lattre de Tassigny (25 sujets) et de la Rue Sadi Lécointre (4 sujets), portant axe et voirie de desserte concerné par le projet de rénovation urbaine ci-dessus, tel que mentionné au dossier technique présenté par le déclarant ;

**Considérant** qu'en raison de sa nature, la demande de la Communauté urbaine du Grand Reims s'inscrit dans le cadre de la procédure d'autorisation pour les abattages d'arbres d'alignement visée par l'article L.350-3 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que l'examen du projet selon la séquence « éviter, réduire, compenser » ne dégage pas de mesures alternatives répondant au besoin du territoire, et ne permet pas, par conséquent de conserver les alignements en raison de la nature des travaux de requalification des espaces publics projetés ; que le dossier technique prévoit in fine, en compensation de l'abattage projeté des 29 arbres d'alignement, la plantation de 47 sujets selon une implantation conservée parallèlement aux chaussées requalifiées, permettant une recomposition et un renforcement végétal des allées et des alignements d'arbres dans l'environnement projeté ; que les mesures compensatoires permettent de faire évoluer le milieu paysager vers un état plus favorable au respect du cadre de vie et de maintien d'une forme de biodiversité urbaine ;

**Considérant** que le descriptif des mesures compensatoires est défini au stade de la phase d'études d'avant-projet avec un niveau de précision ne permettant pas d'apprécier objectivement, au travers des annexes graphiques jointes, les conditions d'implantation et de bonne intégration des mesures de compensation envisagée ; que le calendrier des mesures de compensation n'est pas annexé au dossier présenté ; que le déclarant envisage de modifier le choix de l'essence des sujets replantés en compensation par rapport à la situation d'origine en raison de la sensibilité des Marronniers aux brûlures des feuilles et au chancre bactérien, mais sans définir d'essence spécifique de substitution ;

**Considérant** que le dossier technique ne comprend pas de plan de gestion desdits alignements ; que les mesures de compensation doivent donner lieu à des mesures de gestion permettant d'assurer un suivi de l'évolution du milieu pour en garantir la pérennité dans le temps ;

**Considérant** que le déclarant n'apporte pas de précisions quant à la réalisation de diagnostic sur la présence possible de chiroptères, dont toutes les espèces sont protégées sur le territoire ; que l'impact sur ces espèces durant les périodes de reproduction ou d'hivernage ne peut, dès lors, être mesuré mais peut être encadré par des dispositions spécifiques à mettre en œuvre lors des opérations d'abattage ;

**Sur proposition** de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

## A R R Ê T E

**Article 1<sup>er</sup>** – La Communauté urbaine du Grand Reims, représentée par Monsieur Arnaud ROBINET, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions figurant au sein du présent arrêté, à procéder à l'abattage de 29 arbres de type Marronniers situés le long du Boulevard De Lattre de Tassigny (25 sujets inscrits au sein d'une section de 185 m environ mesurée entre la Rue du Général Carré et la Rue Sadi Lécointre) et de la Rue Sadi Lécointre (4 sujets inscrits au sein d'une section de 100 m environ mesurée depuis le Boulevard De Lattre de Tassigny), sur le territoire de la commune de REIMS

**Article 2** – Les mesures quantitatives de compensation du dossier technique sont acceptées. Elles prévoient notamment la plantation parallèle le long des voies de 47 arbres, répartis de part et d'autre pour 35 sujets le long du Boulevard De Lattre de Tassigny et 12 sujets le long de la Rue Sadi Lécointre.

**Article 3** – Les opérations autorisées à l'article 1 sont soumises aux prescriptions suivantes :



- Les opérations d'abattage auront lieu en dehors de la période de nidification (du 15 mars au 15 août) pour les oiseaux et de la période d'hibernation pour les chiroptères (actuellement jusqu'au redoux). Dans le cas de l'abattage d'arbres à potentialité de gîtes de chiroptères, il est procédé à un démontage complet avec rétention en septembre-octobre (soit après la période de mise bas et d'élevage des jeunes et avant la période d'hibernation). Quelle que soit la méthode utilisée, les services de l'État sont immédiatement informés de l'opération de démontage lorsque le diagnostic indique la présence potentielle d'un gîte.
- Les éléments suivants seront adressés sous un délai d'un mois à l'autorité préfectorale :
  - les mesures de compensation définitives précisant les conditions d'implantation et d'organisation, et la mise en œuvre dans les limites de l'emprise du domaine public, ou à titre exceptionnel dans les limites du foncier défini par les signataires de la convention cadre visée au sein du présent arrêté et à la condition qu'une convention d'aménagement public-privé encadre spécifiquement les dispositions projetées ;
  - le calendrier de mise en œuvre des mesures de compensation ;
  - le choix définitif des essences de restauration projetées, qui peut s'appuyer sur des essences distinctes ou sous-espèces de façon à pérenniser les restaurations en cas de développement de maladies invasives, sans toutefois excéder plus de deux variants par rues, et la fiche des essences de restauration projetées qui comprend notamment des informations relatives aux fonctions liées au risque allergique, au support de biodiversité, aux contraintes physiques, à l'intérêt paysager et à l'adaptation au climat urbain, dans le contexte du changement climatique ;
  - un plan de gestion fixant les principes de conservation et de renouvellement des allées d'arbres et alignements d'arbres, et la pérennité des mesures, pour une durée de cinq ans. Un numéro d'identification est attribué à chaque sujet arboré dès la phase d'études. Ce numéro est conservé durant toute la phase encadrant les mesures de compensation à mettre en œuvre ;
  - un suivi du plan de gestion des arbres plantés est réalisé chaque année et communiqué annuellement aux services de l'État durant une période de cinq ans garantissant la reprise des arbres et végétaux, et la pérennité des mesures compensatoires mises en œuvre, à l'adresse [ddt-se@marne.gouv.fr](mailto:ddt-se@marne.gouv.fr).
- Ces éléments donneront lieu à un arrêté préfectoral modificatif.

**Article 4** – Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de demander, si nécessaire, toute autre autorisation ou de procéder à toute autre formalité prévue par d'autres législations ou réglementations, et notamment, s'il y a lieu, le recueil de l'avis préalable de l'architecte des bâtiments de France.

**Article 5** – Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification du présent arrêté ou de sa publication, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R.421-1 et suivants du Code de justice administrative :

- un recours gracieux auprès de la DDT: 40 Bld A.France, CS 60554, 51037 Châlons-en-Champagne Cedex ;
- un recours hiérarchique, auprès du Préfet : 1 rue de Jessaint, CS 50431, 51036 Châlons-en-Champagne ;
- un recours contentieux, auprès du Tribunal Administratif : 25 rue du Lycée, 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, auprès du greffe, par voie postale, ou dématérialisée sur [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours. Les recours introduits n'ont pas d'effet suspensif sur la décision administrative.

**Article 6** – Le Secrétaire général de la Préfecture de la Marne et Monsieur le Directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée à Monsieur le Maire de la commune de REIMS.

FAIT à Châlons-en-Champagne, le 05 MARS 2024

la Directrice départementale adjointe des territoires de la Marne



Claire CHAFFANJON



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n°DA-051-454-24-0002**

**autorisant la Communauté urbaine du Grand Reims  
de procéder à l'abattage localisé d'allées d'arbres ou d'alignements d'arbres  
qui bordent les voies ouvertes à la circulation publique**

**le long du Boulevard Pommery  
situés sur le territoire de la commune de REIMS  
dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier Europe**

**LE PRÉFET DE LA MARNE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le Code de l'environnement et notamment son article L.350-3 ;

**Vu** le Code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L.114-2 ;

**Vu** le décret n° 2023-384 du 19 mai 2023 relatif au régime de protection des allées d'arbres et alignements d'arbres bordant les voies ouvertes à la circulation publique ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2023-01 du 2 janvier 2023 portant délégation de signature en matière d'administration générale et de marchés publics à Monsieur Sylvestre DELCAMBRE, Directeur départemental des territoires de la Marne ;

**Vu** l'arrêté de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne du 18 octobre 2023 portant subdélégation de signature à Madame Claire CHAFFANJON, Directrice départementale adjointe des territoires de la Marne, en matière d'administration générale et de marchés publics ;

**Vu** le dossier de demande d'autorisation de la Communauté urbaine du Grand Reims du 5 décembre 2023 enregistré sous le n°DA-051-454-24-0002, relatif à un projet d'abattage de 8 arbres constitutifs d'allées d'arbres ou d'alignements d'arbres qui bordent les voies ouvertes à la circulation publique, dont le Boulevard Pommery, situés sur le territoire de la commune de REIMS dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier Europe dans le secteur Pommery ;

**Vu** la réception le 4 janvier 2024 par la Direction départementale des territoires de la Marne du dossier de demande d'autorisation transmis par la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand-Est, en application des dispositions de l'article L.114-2 du Code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** le dossier connexe de demande d'autorisation de la SEM REIMS HABITAT du 7 février 2024 faisant l'objet d'une décision d'incomplétude non levée à la date de rédaction de la présente décision ;

**Vu** le récépissé de dépôt de la demande d'abattage délivré le 21 février 2024 au déclarant par la Direction départementale des territoires de la Marne, autorité compétente en matière d'instruction à la date de dépôt ;

**Vu** le dossier technique annexé à la déclaration susvisée, notamment le plan du projet en phase d'études d'avant-projet et les photographies jointes, les précisions apportées sur les modalités de compensation projetées ;

**Vu** la circulaire d'information préalable du 21 février 2024 adressée à la commune concernée par l'opération d'abattage projetée ;

**Vu** l'absence d'observation de la collectivité consultée à la date de rédaction du présent acte ;

**Vu** la convention cadre du 31 janvier 2022 relative aux opérations foncières intervenant dans le cadre du nouveau programme de renouvellement urbain des quartiers Croix Rouge, Orgeval, Europe et Châtillons.

**Considérant** que le présent dossier de demande d'autorisation d'abattage localisé d'allées d'arbres ou d'alignements d'arbres qui bordent les voies ouvertes à la circulation publique est réalisé en raison de travaux d'aménagements relatifs au projet de rénovation urbaine du quartier Europe dans le secteur Pommery sur le territoire de la commune de REIMS ;

**Considérant** que ledit dossier porte globalement sur l'abattage de 8 sujets dont l'essence n'est pas définie, plantés le long du Boulevard Pommery, portant axe et voirie de desserte concerné par le projet de rénovation urbaine ci-dessus, tel que mentionné au dossier technique présenté par le déclarant ;

**Considérant** qu'en raison de sa nature, la demande de la Communauté urbaine du Grand Reims s'inscrit dans le cadre de la procédure d'autorisation pour les abattages d'arbres d'alignement visée par l'article L.350-3 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que les abattages projetés déclarés apparaissent limités aux seuls sujets identifiés permettant de procéder au projet de rénovation urbaine ; qu'il n'est pas relevé dans les éléments portés au dossier présenté de mauvais état sanitaire et mécanique des sujets concernés ; que les sujets périphériques ne sont pas concernés par la présente demande et sont appelés à être conservés intacts ; qu'en revanche, la mise en relation de la demande d'aménagement connexe présenté séparément par la SEM REIMS HABITAT conduit à la suppression de 12 sujets supplémentaires, avec pour effet la destruction totale de l'alignement présent sur la contre-allée ;

**Considérant** que l'examen du projet selon la séquence « éviter, réduire, compenser » ne dégage pas de mesures alternatives répondant au besoin du territoire, et ne permet pas, par conséquent de conserver localement les alignements en raison de la nature des travaux de rénovation urbaine projetés ; que le dossier technique prévoit in fine, en compensation de l'abattage projeté des 8 arbres d'alignement, la plantation de 21 sujets de part et d'autre d'une voie nouvelle non identifiée perpendiculaire au Boulevard Pommery sur la base d'une implantation parallèle à la chaussée, permettant une recomposition à proximité des allées et des alignements d'arbres dans l'environnement du quartier ;

**Considérant** que le dossier technique n'évalue pas le nombre de vides issus des opérations d'abattages et des suppressions antérieures permettant d'évaluer de façon globale le niveau de mitage à l'échelle du Boulevard Pommery ; que la consultation graphique des lieux menée à partir des vignettes photographiques du site internet Google met en évidence des poches relevées à proximité immédiate des abattages projetés ; qu'un diagnostic élargi constitue un outil d'aide à la décision nécessaire en matière de proposition de mesures alternatives aux mesures compensatoires contribuant à favoriser l'intégration, le maintien de l'offre paysagère et la conservation pérenne des alignements existants ; que, par une action de déplacement, les mesures compensatoires ne permettent pas d'atteindre cet objectif qualitatif à rechercher dans la protection du cadre de vie ;

**Considérant** que le descriptif des mesures compensatoires est défini au stade de la phase d'études d'avant-projet avec un niveau de précision ne permettant d'apprécier objectivement, au travers des annexes graphiques jointes, les conditions d'implantation et de bonne intégration des mesures de compensation envisagée ; que le calendrier des mesures de compensation n'est pas annexé au dossier présenté ; que le déclarant n'apporte pas de précisions sur le choix de l'essence d'origine ou de l'essence spécifique de substitution des sujets replantés en compensation ; qu'il peut être remédié à la situation en assortissant l'autorisation administrative à une validation préalable des mesures compensatoires projetées lors de la phase d'établissement à venir des plans d'exécution définitifs du projet de rénovation urbaine considéré ;

**Considérant** que le dossier technique ne comprend pas de plan de gestion desdits alignements ; que les mesures de compensation doivent donner lieu à des mesures de gestion permettant d'assurer un suivi de l'évolution du milieu pour en garantir la pérennité dans le temps ;

**Considérant** que le déclarant n'apporte pas de précisions quant à la réalisation de diagnostic sur la présence possible de chiroptères, dont toutes les espèces sont protégées sur le territoire ; que l'impact sur ces espèces durant les périodes de reproduction ou d'hivernage ne peut, dès lors, être mesuré mais peut être encadré par des dispositions spécifiques à mettre en œuvre lors des opérations d'abattage ;

**Sur proposition** de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** – La Communauté urbaine du Grand Reims, représentée par Monsieur Arnaud ROBINET, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions figurant au sein du présent arrêté, à procéder à l'abattage localisé de 8 arbres situés le long du Boulevard Pommery (au droit de la section inscrite entre les n°54 et n°82), sur le territoire de la commune de REIMS.

**Article 2** – Les mesures quantitatives de compensation du dossier technique sont acceptées. Elles prévoient notamment la plantation de 21 sujets de part et d'autre d'une voie nouvelle non identifiée et perpendiculaire au Boulevard Pommery.

**Article 3** – Les opérations autorisées à l'article 1 sont soumises aux prescriptions suivantes :

- Les opérations d'abattage auront lieu en dehors de la période de nidification (du 15 mars au 15 août) pour les oiseaux et de la période d'hibernation pour les chiroptères (actuellement jusqu'au redoux). Dans le cas de l'abattage d'arbres à potentialité de gîtes de chiroptères, il est procédé à un démontage complet avec rétention en septembre-octobre (soit après la période de mise bas et d'élevage des jeunes et avant la période d'hibernation). Quelle que soit la méthode utilisée, les services de l'État sont immédiatement informés de l'opération de démontage lorsque le diagnostic indique la présence potentielle d'un gîte.
- Les éléments suivants seront adressés sous un délai d'un mois à l'autorité préfectorale :
  - les mesures de compensation définitives précisant les conditions d'implantation et d'organisation, et la mise en œuvre dans les limites de l'emprise du domaine public, ou à titre exceptionnel dans les limites du foncier défini par les signataires de la convention cadre visée au sein du présent arrêté et à la condition qu'une convention d'aménagement public-privé encadre spécifiquement les dispositions projetées ;
  - le calendrier de mise en œuvre des mesures de compensation ;
  - le choix définitif des essences de restauration projetées, qui peut s'appuyer sur des essences distinctes ou sous-espèces de façon à pérenniser les restaurations en cas de développement de maladies invasives, sans toutefois excéder plus de deux variants par rues, et la fiche des essences de restauration projetées qui comprend notamment des informations relatives aux fonctions liées au risque allergique, au support de biodiversité, aux contraintes physiques, à l'intérêt paysager et à l'adaptation au climat urbain, dans le contexte du changement climatique ;
  - un plan de gestion fixant les principes de conservation et de renouvellement des allées d'arbres et alignements d'arbres, et la pérennité des mesures, pour une durée de cinq ans. Un numéro d'identification est attribué à chaque sujet arboré dès la phase d'études. Ce numéro est conservé durant toute la phase encadrant les mesures de compensation à mettre en œuvre ;
  - un suivi du plan de gestion des arbres plantés est réalisé chaque année et communiqué annuellement aux services de l'État durant une période de cinq ans garantissant la reprise des arbres et végétaux, et la pérennité des mesures compensatoires mises en œuvre, à l'adresse [ddt-se@marne.gouv.fr](mailto:ddt-se@marne.gouv.fr).
- Ces éléments donneront lieu à un arrêté préfectoral modificatif.

**Article 4** – Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de demander, si nécessaire, toute autre autorisation ou de procéder à toute autre formalité prévue par d'autres législations ou réglementations, et notamment, s'il y a lieu, le recueil de l'avis préalable de l'architecte des bâtiments de France.

**Article 5** – Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification du présent arrêté ou de sa publication, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R.421-1 et suivants du Code de justice administrative :

- un recours gracieux, qu'il vous appartient de m'adresser : 40 boulevard Anatole France, CS 60554, 51037 Châlons-en-Champagne Cedex ;
- un recours hiérarchique, auprès du Préfet de la Marne : 1 rue de Jessaint, CS 50431, 51036 Châlons-en-Champagne ;
- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif : 25 rue du Lycée, 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, en déposant un recours directement auprès du greffe, ou en adressant un recours par voie postale, ou en déposant une requête sur [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

Les recours introduits n'ont pas d'effet suspensif sur la décision administrative.

**Article 6** – Le Secrétaire général de la Préfecture de la Marne et Monsieur le Directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée à Monsieur le Maire de la commune de REIMS.

FAIT à Châlons-en-Champagne, le 05 MARS 2024

la Directrice départementale adjointe des territoires de la Marne

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'C' followed by 'h' and a flourish.

Claire CHAFFANJON

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n°DA-051-454-24-0003**

**autorisant la Communauté urbaine du Grand Reims  
de procéder à l'abattage d'allées d'arbres ou d'alignements d'arbres  
qui bordent les voies ouvertes à la circulation publique**

**le long de l'Impasse Jean XXIII, de la Rue Jacques Cellier,  
de la Contre-allée de la Rue de Neufchâtel et de la Rue de l'Abbé Miroy  
situés sur le territoire de la commune de REIMS  
dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier Europe**

**LE PRÉFET DE LA MARNE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le Code de l'environnement et notamment son article L.350-3 ;

**Vu** le Code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L.114-2 ;

**Vu** le décret n° 2023-384 du 19 mai 2023 relatif au régime de protection des allées d'arbres et alignements d'arbres bordant les voies ouvertes à la circulation publique ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2023-01 du 2 janvier 2023 portant délégation de signature en matière d'administration générale et de marchés publics à Monsieur Sylvestre DELCAMBRE, Directeur départemental des territoires de la Marne ;

**Vu** l'arrêté de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne du 18 octobre 2023 portant subdélégation de signature à Madame Claire CHAFFANJON, Directrice départementale adjointe des territoires de la Marne, en matière d'administration générale et de marchés publics ;

**Vu** le dossier de demande d'autorisation de la Communauté urbaine du Grand Reims du 5 décembre 2023 enregistré sous le n°DA-051-454-24-0003, relatif à un projet d'abattage de 37 arbres constitutifs d'allées d'arbres ou d'alignements d'arbres qui bordent les voies ouvertes à la circulation publique, dont l'Impasse Jean XXIII, de la Rue Jacques Cellier, de la Contre-allée de la Rue de Neufchâtel et de la Rue de l'Abbé Miroy, situés sur le territoire de la commune de REIMS dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier Orgeval dans le secteur Neufchâtel;

**Vu** la réception le 4 janvier 2024 par la Direction départementale des territoires de la Marne du dossier de demande d'autorisation transmis par la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand-Est, en application des dispositions de l'article L.114-2 du Code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** le récépissé de dépôt de la demande d'abattage délivré le 22 février 2024 au déclarant par la Direction départementale des territoires de la Marne, autorité compétente en matière d'instruction à la date de dépôt ;

**Vu** le dossier technique annexé à la déclaration susvisée, notamment le plan du projet en phase d'études d'avant-projet et les photographies jointes, les précisions apportées sur les modalités de compensation projetées ;

**Vu** la circulaire d'information préalable du 22 février 2024 adressée à la commune concernée par l'opération d'abattage projetée ;

**Vu** l'absence d'observation de la collectivité consultée à la date de rédaction du présent acte ;

**Vu** la convention cadre du 31 janvier 2022 relative aux opérations foncières intervenant dans le cadre du nouveau programme de renouvellement urbain des quartiers Croix Rouge, Orgeval, Europe et Châtillons.

**Considérant** que le présent dossier de demande d'autorisation d'abattage d'allées d'arbres ou d'alignements d'arbres qui bordent les voies ouvertes à la circulation publique est réalisé en raison de travaux d'aménagements relatifs au projet de rénovation urbaine du quartier Orgeval dans le secteur Neufchâtel sur le territoire de la commune de REIMS ;

**Considérant** que ledit dossier porte globalement sur l'abattage de 37 sujets, plantés le long de l'Impasse Jean XXIII (25 frênes), de la Rue Jacques Cellier (3 platanes), de la Contre-allée de la Rue de Neufchâtel (4 érables) et de la Rue de l'Abbé Miroy (5 érables), portant axe et voirie de desserte concerné par le projet de rénovation urbaine ci-dessus, tel que mentionné au dossier technique présenté par le déclarant ;

**Considérant** qu'en raison de sa nature, la demande de la Communauté urbaine du Grand Reims s'inscrit dans le cadre de la procédure d'autorisation pour les abattages d'arbres d'alignement visée par l'article L.350-3 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que l'examen du projet selon la séquence « éviter, réduire, compenser » dégage, dans le cas de la Rue Jacques Cellier et de la Contre-allée de la Rue de Neufchâtel, des mesures alternatives permettant, dans le premier cas un évitement par la mise en place de mesures de protection particulière des sujets dont le caractère patrimonial est évoqué et une adaptation du projet à la contrainte de leur existence, et dans le second cas la réduction de moitié des sujets à abattre par une adaptation du projet à la contrainte de leur existence ; que, dans le cas des autres voies concernées par l'opération d'aménagement, les mesures d'évitement et de réduction n'apparaissent pas pouvoir être recherchées au travers de mesures alternatives, et ne permettent pas, par conséquent, de conserver les alignements en raison de la nature des travaux de requalification des espaces publics projetés ; que le dossier technique prévoit in fine, en compensation de l'abattage projeté des 37 arbres d'alignement, la plantation de 48 sujets selon une implantation conservée parallèlement aux chaussées requalifiées, permettant une recomposition et un renforcement végétal des allées et des alignements d'arbres dans l'environnement futur projeté ; que les mesures compensatoires permettent de faire maintenir ou de faire évoluer le milieu paysager vers un état plus favorable au respect du cadre de vie et de maintien d'une forme de biodiversité urbaine ;

**Considérant** que le descriptif des mesures compensatoires est défini au stade de la phase d'études d'avant-projet avec un niveau de précision ne permettant d'apprécier objectivement, au travers des annexes graphiques jointes, les conditions d'implantation et de bonne intégration des mesures de compensation envisagée ; que le calendrier des mesures de compensation n'est pas annexé au dossier présenté ; que le déclarant n'apporte pas de précisions sur le choix de l'essence spécifique de substitution des sujets replantés en compensation ;

**Considérant** que le dossier technique ne comprend pas de plan de gestion desdits alignements ; que les mesures de compensation doivent donner lieu à des mesures de gestion permettant d'assurer un suivi de l'évolution du milieu pour en garantir la pérennité dans le temps ;

**Considérant** que le déclarant n'apporte pas de précisions quant à la réalisation de diagnostic sur la présence possible de chiroptères, dont toutes les espèces sont protégées sur le territoire ; que l'impact sur ces espèces durant les périodes de reproduction ou d'hivernage ne peut, dès lors, être mesuré mais peut être encadré par des dispositions spécifiques à mettre en œuvre lors des opérations d'abattage ;

**Sur proposition** de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

## ARRÊTE



**Article 1<sup>er</sup>** – Il est fait opposition à l'abattage projeté de 2 platanes sur les 4 abattages projetés initialement prévus dans la Rue Jacques Cellier et de 3 érables situés dans la Contre-allée de la Rue de Neufchâtel sur le territoire de la commune de REIMS, tel que figurant dans le dossier de demande d'autorisation préalable déposé par la Communauté urbaine du Grand Reims sous le n°DA-051-454-24-0003. Le déclarant doit rechercher des mesures d'évitement appropriées permettant leur maintien et définir des mesures strictes de protection à mettre en œuvre lors de la phase de chantier.

**Article 2** – La Communauté urbaine du Grand Reims, représentée par Monsieur Arnaud ROBINET, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions figurant au sein du présent arrêté, à procéder à l'abattage de 32 arbres d'espèce multiples : frênes, platanes et érables, situés le long de l'Impasse Jean XXIII (25 sujets inscrits au sein de 3 sections parallèles constitutives d'impasses de 50 m de longueur environ mesurée depuis la Rue Jean XXIII), de la Contre-allée de la Rue de Neufchâtel (limité à 2 sujets inscrits au sein d'une section de 50 m de longueur environ mesurée depuis la Rue Charles Péguy), et de la Rue de l'Abbé Miroy (5 sujets au droit de la section inscrite entre les n°14 et n°22), sur le territoire de la commune de REIMS.

**Article 3** – Les mesures quantitatives de compensation du dossier technique sont acceptées. Elles prévoient notamment la plantation le long des voies de 45 arbres, répartis de part et d'autre pour 18 sujets le long des 3 sections de débouchés de l'Impasse Jean XXIII (6 sujets en nombre par section), pour 9 sujets le long d'une voie non identifiée située entre la Rue de l'Abbé Miroy et la Rue Jacques Cellier, pour 8 sujets de part et d'autre d'une voie nouvelle non identifiée et perpendiculaire à la Contre-allée de la Rue de Neufchâtel, et pour 10 sujets intégrés au sein de la requalification projetée de la Rue de l'Abbé Miroy. Un sujet supplémentaire est à prévoir le long de la Rue de l'Abbé Miroy.

**Article 4** – Les opérations autorisées à l'article 2 sont soumises aux prescriptions suivantes :

- Les opérations d'abattage auront lieu en dehors de la période de nidification (du 15 mars au 15 août) pour les oiseaux et de la période d'hibernation pour les chiroptères (actuellement jusqu'au redoux). Dans le cas de l'abattage d'arbres à potentialité de gîtes de chiroptères, il est procédé à un démontage complet avec rétention en septembre-octobre (soit après la période de mise bas et d'élevage des jeunes et avant la période d'hibernation). Quelle que soit la méthode utilisée, les services de l'État sont immédiatement informés de l'opération de démontage lorsque le diagnostic indique la présence potentielle d'un gîte.
- Les éléments suivants seront adressés sous un délai d'un mois à l'autorité préfectorale :
  - les mesures de compensation définitives précisant les conditions d'implantation et d'organisation, et la mise en œuvre dans les limites de l'emprise du domaine public, ou à titre exceptionnel dans les limites du foncier défini par les signataires de la convention cadre visée au sein du présent arrêté et à la condition qu'une convention d'aménagement public-privé encadre spécifiquement les dispositions projetées ;
  - le calendrier de mise en œuvre des mesures de compensation ;
  - le choix définitif des essences de restauration projetées, qui peut s'appuyer sur des essences distinctes ou sous-espèces de façon à pérenniser les restaurations en cas de développement de maladies invasives, sans toutefois excéder plus de deux variants par rues, et la fiche des essences de restauration projetées qui comprend notamment des informations relatives aux fonctions liées au risque allergique, au support de biodiversité, aux contraintes physiques, à l'intérêt paysager et à l'adaptation au climat urbain, dans le contexte du changement climatique ;
  - un plan de gestion fixant les principes de conservation et de renouvellement des allées d'arbres et alignements d'arbres, et la pérennité des mesures, pour une durée de cinq ans. Un numéro d'identification est attribué à chaque sujet arboré dès la phase d'études. Ce numéro est conservé durant toute la phase encadrant les mesures de compensation à mettre en œuvre ;
  - un suivi du plan de gestion des arbres plantés est réalisé chaque année et communiqué annuellement aux services de l'État durant une période de cinq ans garantissant la reprise des arbres et végétaux, et la pérennité des mesures compensatoires mises en œuvre, à l'adresse [ddt-se@marne.gouv.fr](mailto:ddt-se@marne.gouv.fr).
- Ces éléments donneront lieu à un arrêté préfectoral modificatif.

**Article 5** – Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de demander, si nécessaire, toute autre autorisation ou de procéder à toute autre formalité prévue par d'autres législations ou réglementations, et notamment, s'il y a lieu, le recueil de l'avis préalable de l'architecte des bâtiments de France.

**Article 6** – Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification du présent arrêté ou de sa publication, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R.421-1 et suivants du Code de justice administrative :

- un recours gracieux, qu'il vous appartient de m'adresser : 40 boulevard Anatole France, CS 60554, 51037 Châlons-en-Champagne Cedex ;
- un recours hiérarchique, auprès du Préfet de la Marne : 1 rue de Jessaint, CS 50431, 51036 Châlons-en-Champagne ;
- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif : 25 rue du Lycée, 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, en déposant un recours directement auprès du greffe, ou en adressant un recours par voie postale, ou en déposant une requête sur [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

Les recours introduits n'ont pas d'effet suspensif sur la décision administrative.

**Article 7** – Le Secrétaire général de la Préfecture de la Marne et Monsieur le Directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée à Monsieur le Maire de la commune de REIMS.

FAIT à Châlons-en-Champagne, le 05 MARS 2024

Pour le Préfet de la Marne et par délégation,  
la Directrice départementale adjointe des territoires de la Marne



Claire CHAFFANJON

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n°DA-051-454-24-0004**

**autorisant la Communauté urbaine du Grand Reims  
de procéder à l'abattage d'allées d'arbres ou d'alignements d'arbres  
qui bordent les voies ouvertes à la circulation publique**

**le long de la Rue Lucien Bettinger et de la Rue Pierre de Courbertin  
situés sur le territoire de la commune de REIMS  
dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier Orgeval**

**LE PRÉFET DE LA MARNE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le Code de l'environnement et notamment son article L.350-3 ;

**Vu** le Code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L.114-2 ;

**Vu** le décret n° 2023-384 du 19 mai 2023 relatif au régime de protection des allées d'arbres et alignements d'arbres bordant les voies ouvertes à la circulation publique ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2023-01 du 2 janvier 2023 portant délégation de signature en matière d'administration générale et de marchés publics à Monsieur Sylvestre DELCAMBRE, Directeur départemental des territoires de la Marne ;

**Vu** l'arrêté de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne du 18 octobre 2023 portant subdélégation de signature à Madame Claire CHAFFANJON, Directrice départementale adjointe des territoires de la Marne, en matière d'administration générale et de marchés publics ;

**Vu** le dossier de demande d'autorisation de la Communauté urbaine du Grand Reims du 5 décembre 2023 enregistré sous le n°DA-051-454-24-0004, relatif à un projet d'abattage de 25 arbres constitutifs d'allées d'arbres ou d'alignements d'arbres qui bordent les voies ouvertes à la circulation publique, dont la Rue Lucien Bettinger et de la Rue Pierre de Courbertin, situés sur le territoire de la commune de REIMS dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier Orgeval dans le secteur Charpentier ;

**Vu** la réception le 4 janvier 2024 par la Direction départementale des territoires de la Marne du dossier de demande d'autorisation transmis par la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand-Est, en application des dispositions de l'article L.114-2 du Code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** le récépissé de dépôt de la demande d'abattage délivré le 23 février 2024 au déclarant par la Direction départementale des territoires de la Marne, autorité compétente en matière d'instruction à la date de dépôt ;

**Vu** le dossier technique annexé à la déclaration susvisée, notamment le plan du projet en phase d'études d'avant-projet et les photographies jointes, les précisions apportées sur les modalités de compensation projetées ;

**Vu** la circulaire d'information préalable du 23 février 2024 adressée à la commune concernée par l'opération d'abattage projetée ;

**Vu** l'absence d'observation de la collectivité consultée à la date de rédaction du présent acte ;

**Vu** la convention cadre du 31 janvier 2022 relative aux opérations foncières intervenant dans le cadre du nouveau programme de renouvellement urbain des quartiers Croix Rouge, Orgeval, Europe et Châtillons.

**Considérant** que le présent dossier de demande d'autorisation d'abattage d'allées d'arbres ou d'alignements d'arbres qui bordent les voies ouvertes à la circulation publique est réalisé en raison de travaux d'aménagements relatifs au projet de rénovation urbaine du quartier Orgeval dans le secteur Charpentier sur le territoire de la commune de REIMS ;

**Considérant** que ledit dossier porte globalement sur l'abattage de 25 sujets, plantés le long de la Rue Lucien Bettinger (9 peupliers et 4 érables) et de la Rue Pierre de Courbertin (12 sujets) sur le territoire de la commune de REIMS, dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier Orgeval situé plus précisément dans le secteur Charpentier, portant axe et voirie de desserte concerné par le projet de rénovation urbaine ci-dessus, tel que mentionné au dossier technique présenté par le déclarant ;

**Considérant** qu'en raison de sa nature, la demande de la Communauté urbaine du Grand Reims s'inscrit dans le cadre de la procédure d'autorisation pour les abattages d'arbres d'alignement visée par l'article L.350-3 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que les abattages projetés portent sur des sujets identifiés dans les limites des voies définies ci-dessus et concernées par le projet de rénovation urbaine ; qu'il est relevé dans les éléments portés au dossier présenté un mauvais état sanitaire des sujets à abattre de la Rue Pierre de Courbertin pour lequel le déclarant n'apporte aucun élément de constatation ; que l'état mécanique des sujets concernés n'est pas précisé dans les éléments synthétiques de diagnostic présentés ;

**Considérant** que l'examen du projet selon la séquence « éviter, réduire, compenser » ne dégage pas de mesures alternatives répondant au besoin du territoire, et ne permet pas, par conséquent de conserver les alignements en raison de la nature des travaux de requalification des espaces publics projetés ; que le dossier technique prévoit in fine, en compensation de l'abattage projeté des 25 arbres d'alignement, la plantation de 66 sujets selon une implantation conservée parallèlement aux chaussées requalifiées, permettant une recomposition et un renforcement végétal des allées et des alignements d'arbres dans l'environnement projeté ; que les mesures compensatoires permettent de faire évoluer le milieu paysager vers un état plus favorable au respect du cadre de vie et de maintien d'une forme de biodiversité urbaine ;

**Considérant** que le descriptif des mesures compensatoires est défini au stade de la phase d'études d'avant-projet avec un niveau de précision ne permettant d'apprécier objectivement, au travers des annexes graphiques jointes, les conditions d'implantation et de bonne intégration des mesures de compensation envisagée ; que le calendrier des mesures de compensation n'est pas annexé au dossier présenté ; que le déclarant n'apporte pas de précisions sur le choix de l'essence des sujets replantés en compensation ;

**Considérant** que le dossier technique ne comprend pas de plan de gestion desdits alignements ; que les mesures de compensation doivent donner lieu à des mesures de gestion permettant d'assurer un suivi de l'évolution du milieu pour en garantir la pérennité dans le temps ;

**Considérant** que le déclarant n'apporte pas de précisions quant à la réalisation de diagnostic sur la présence possible de chiroptères, dont toutes les espèces sont protégées sur le territoire ; que l'impact sur ces espèces durant les périodes de reproduction ou d'hivernage ne peut, dès lors, être mesuré mais peut être encadré par des dispositions spécifiques à mettre en œuvre lors des opérations d'abattage ;

**Sur proposition** de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** – La Communauté urbaine du Grand Reims, représentée par Monsieur Arnaud ROBINET, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions figurant au sein du présent arrêté, à procéder à l'abattage de 25 arbres, situés le long de la Rue Lucien Bettinger (9 peupliers et 4 érables inscrits au sein d'une section de 200 m de longueur environ mesurée depuis la Rue Raymond Poincaré) et de la Rue Pierre de Courbertin (12 sujets inscrits au sein d'une section de 150 m de longueur environ mesurée entre la Rue Raymond Poincaré et la Rue Léopold Charpentier), sur le territoire de la commune de REIMS.

**Article 2** – Les mesures quantitatives de compensation du dossier technique sont acceptées. Elles prévoient notamment la plantation le long des voies de 66 arbres, répartis de part et d'autre pour 40 sujets le long de la Rue Lucien Bettinger et pour 26 sujets le long de la Rue Pierre de Courbertin.

**Article 3** – Les opérations autorisées à l'article 1 sont soumises aux prescriptions suivantes :

- Les opérations d'abattage auront lieu en dehors de la période de nidification (du 15 mars au 15 août) pour les oiseaux et de la période d'hibernation pour les chiroptères (actuellement jusqu'au redoux). Dans le cas de l'abattage d'arbres à potentialité de gîtes de chiroptères, il est procédé à un démontage complet avec rétention en septembre-octobre (soit après la période de mise bas et d'élevage des jeunes et avant la période d'hibernation). Quelle que soit la méthode utilisée, les services de l'État sont immédiatement informés de l'opération de démontage lorsque le diagnostic indique la présence potentielle d'un gîte.
- Les éléments suivants seront adressés sous un délai d'un mois à l'autorité préfectorale :
  - les mesures de compensation définitives précisant les conditions d'implantation et d'organisation, et la mise en œuvre dans les limites de l'emprise du domaine public, ou à titre exceptionnel dans les limites du foncier défini par les signataires de la convention cadre visée au sein du présent arrêté et à la condition qu'une convention d'aménagement public-privé encadre spécifiquement les dispositions projetées ;
  - le calendrier de mise en œuvre des mesures de compensation ;
  - le choix définitif des essences de restauration projetées, qui peut s'appuyer sur des essences distinctes ou sous-espèces de façon à pérenniser les restaurations en cas de développement de maladies invasives, sans toutefois excéder plus de deux variants par rues, et la fiche des essences de restauration projetées qui comprend notamment des informations relatives aux fonctions liées au risque allergique, au support de biodiversité, aux contraintes physiques, à l'intérêt paysager et à l'adaptation au climat urbain, dans le contexte du changement climatique ;
  - un plan de gestion fixant les principes de conservation et de renouvellement des allées d'arbres et alignements d'arbres, et la pérennité des mesures, pour une durée de cinq ans. Un numéro d'identification est attribué à chaque sujet arboré dès la phase d'études. Ce numéro est conservé durant toute la phase encadrant les mesures de compensation à mettre en œuvre ;
  - un suivi du plan de gestion des arbres plantés est réalisé chaque année et communiqué annuellement aux services de l'État durant une période de cinq ans garantissant la reprise des arbres et végétaux, et la pérennité des mesures compensatoires mises en œuvre, à l'adresse [ddt-se@marne.gouv.fr](mailto:ddt-se@marne.gouv.fr) .
- Ces éléments donneront lieu à un arrêté préfectoral modificatif.

**Article 4** – Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de demander, si nécessaire, toute autre autorisation ou de procéder à toute autre formalité prévue par d'autres législations ou réglementations, et notamment, s'il y a lieu, le recueil de l'avis préalable de l'architecte des bâtiments de France.

**Article 5** – Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification du présent arrêté ou de sa publication, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R.421-1 et suivants du Code de justice administrative :

- un recours gracieux, qu'il vous appartient de m'adresser : 40 boulevard Anatole France, CS 60554, 51037 Châlons-en-Champagne Cedex ;
- un recours hiérarchique, auprès du Préfet de la Marne : 1 rue de Jessaint, CS 50431, 51036 Châlons-en-Champagne ;
- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif : 25 rue du Lycée, 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, en déposant un recours directement auprès du greffe, ou en adressant un recours par voie postale, ou en déposant une requête sur [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

Les recours introduits n'ont pas d'effet suspensif sur la décision administrative.

**Article 6** – Le Secrétaire général de la Préfecture de la Marne et Monsieur le Directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée à Monsieur le Maire de la commune de REIMS.

FAIT à Châlons-en-Champagne, le 05 MARS 2024

Pour le Préfet de la Marne et par délégation,  
la Directrice départementale adjointe des territoires de la Marne



Claire CHAFFANJON

Ref : CHAS/2024-039

**RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION D'UN ÉTABLISSEMENT DE CHASSE À  
CARACTÈRE COMMERCIAL SUR LA COMMUNE DE ANTHENAY**

**Le Préfet de la Marne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**Vu** les articles L.413-4, L.424-3, L.424-8, R.424-13 et R.428-7 du code de l'environnement ;

**Vu** le décret n° 2013-1302 du 27 décembre 2013 relatif aux établissements professionnels de chasse à caractère commercial ;

**Vu** l'arrêté du 8 janvier 2014 relatif au dispositif de marquage des oiseaux relâchés dans les établissements professionnels de chasse à caractère commercial ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 2 janvier 2023 portant délégation de signature, en matière d'administration générale et de marchés publics, à M. Sylvestre DELCAMBRE, Directeur départemental des territoires de la Marne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 18 octobre 2023 de M. le Directeur départemental des territoires de la Marne portant subdélégation de signature, en matière d'administration générale et de commande publique ;

**Vu** la demande du 29 août 2023 présentée par M. Nicolas NAEYAERT, relatif à la déclaration d'un établissement professionnel de chasse à caractère commercial sur la commune de ANTHENAY ;

**Considérant** que le territoire de la chasse commerciale est situé hors du plan de gestion pour le faisan ;

donne récépissé de sa déclaration à :

**Ferme du chemin  
N° de SIRET : 79485426500012  
Chemin de la Ferme  
51700 ANTHENAY**

concernant l'établissement professionnel de chasse à caractère commercial situé sur les parcelles cadastrées :

section	parcelle	commune
AE	0263	Vandières
ZO	0003	Vandières
ZH	0010	Anthenay
ZH	007	Anthenay
ZH	005	Anthenay
ZH	006	Anthenay
ZH	0014	Anthenay
ZH	0003	Anthenay
ZH	0002	Anthenay

ZH	0001	Anthenay
ZH	0004	Anthenay
ZH	0008	Anthenay
ZH	0012	Anthenay
ZH	0011	Anthenay
ZH	0013	Anthenay
ZI	0015	Anthenay
ZI	0013	Anthenay
ZI	0009	Anthenay
ZI	0010	Anthenay
ZI	0011	Anthenay
ZI	0012	Anthenay
ZI	0007	Anthenay
ZI	0006	Anthenay
ZI	0005	Anthenay
ZI	0042	Anthenay
ZI	0039	Anthenay
ZI	0038	Anthenay
ZI	0040	Anthenay
ZI	0041	Anthenay
ZI	0033	Anthenay
ZI	0034	Anthenay
ZH	0008	Anthenay
OB	0145	Anthenay
OB	0140	Anthenay
OB	0150	Anthenay
OB	0149	Anthenay
OB	0148	Anthenay
OB	0147	Anthenay
OB	0146	Anthenay
OB	0139	Anthenay
OC	0999	Passy-Grigny
OC	0998	Passy-Grigny
OD	0904	Passy-Grigny
OD	0014	Passy-Grigny
OD	0872	Passy-Grigny
OD	0880	Passy-Grigny
OD	0881	Passy-Grigny
OD	0870	Passy-Grigny



OD	0016	Passy-Grigny
OD	0867	Passy-Grigny
OD	0876	Passy-Grigny
OD	0878	Passy-Grigny
OD	0879	Passy-Grigny
OD	0875	Passy-Grigny
OD	0865	Passy-Grigny
OD	0874	Passy-Grigny
OD	0877	Passy-Grigny
OD	0718	Passy-Grigny
OD	0719	Passy-Grigny

Sur les communes de ANTHENAY, VANDIERES, PASSY-GRIGNY pour les espèces suivantes :

### PERDRIX ROUGE – FAISAN

Conformément à l'article L. 424-3 du code de l'environnement, les dates d'ouverture et de fermeture de la chasse des perdrix rouges et faisans, issus d'élevage sur les territoires déclarés sont les dates d'ouverture générale et de clôture générale de la chasse dans le département.

Pendant la période de chasse dérogatoire, seuls les perdrix rouges et faisans porteurs d'un signe distinctif aisément visible à distance et conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2014 peuvent être chassés sur les territoires déclarés. Ce signe distinctif ne doit pas être à l'origine de lésion ou de mauvais traitement pour les oiseaux.

Un registre des entrées et des sorties d'animaux doit être tenu par le responsable de l'établissement professionnel de chasse à caractère commercial. Ce registre doit faire notamment apparaître :

- l'origine des animaux lâchés sur les territoires déclarés (nom et adresse du fournisseur), leur nombre et les espèces concernées, les dates d'achat et de lâcher ;
- le nombre d'animaux, en indiquant les espèces concernées, qui sont prélevés lors de chaque journée de chasse.

Avant leur lâcher, les oiseaux d'élevage peuvent être détenus pendant une durée maximale de quinze jours.

L'établissement est soumis aux dispositions de l'article L. 424-8.

En application de l'article R. 424-13-2 du code de l'environnement, toute modification entraînant un changement notable des éléments de la déclaration notamment un changement de responsable ou de territoires est soumise à déclaration préalable adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception par le responsable de l'établissement au Préfet du département de la Marne.

Une copie de ce récépissé est adressée aux mairies de ANTHENAY, VANDIERES et PASSY-GRIGNY et publiée au recueil des actes administratifs de la Marne.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations

À Châlons-en-Champagne, le 07 MARS 2024

**Pour le Préfet de la Marne et par délégation,  
Le chef de l'unité nature et paysage**

  
**Romuald LORIDAN**

Voies et délais de recours :

*En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut être contestée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne Cedex soit en déposant une requête au greffe, soit par courrier, soit par le biais du site de téléprocédure [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision a été notifiée.*

*La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Marne ou hiérarchique auprès du ministre en charge de l'environnement dans le délai de deux mois, à compter de la date de la notification de cette décision.*

*Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours administratif, gracieux ou hiérarchique, emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.*

*Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné au premier alinéa.*

## **Services déconcentrés**

**Direction régionale et  
interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'île-de-France**



**PRÉFET  
DE LA MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

## **Décision n° DRIEAT-IDF-2023-1131 portant subdélégation de signature du préfet de la Marne**

La directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France,

Vu le code de l'environnement, notamment son article R.213-16 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2005-636 du 30 mai 2005 relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin ;

Vu le décret n° 2010-687 du 24 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Île-de-France ;

Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret du 16 mars 2022 portant nomination du préfet de la Marne - M. PREVOST (Henri) ;

Vu l'arrêté du 8 juillet 2022 portant nomination d'une directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports de la région Ile-de-France ;

Vu l'arrêté n° IDF-2023-07-21-00001 du 21 juillet 2023 du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris, portant organisation de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Vu l'arrêté du préfet de la Marne n° DS-2022-092 du 22 août 2022 portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Sur proposition de l'adjoint à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, chargé du pilotage,

**Décide :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Subdélégation de signature est donnée, pour le département de la Marne, à :

- Mme Claire GRISEZ, directrice régionale et interdépartementale adjointe, chargée de l'eau et du développement durable,
- M. Jean-Marc PICARD, directeur régional et interdépartemental adjoint, chargé de l'énergie des risques et de la nature,
- M. Pascal HERITIER, adjoint à la directrice, chargé du pilotage,

à effet de signer les correspondances relevant des attributions de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT).

### **Article 2**

Subdélégation de signature est donnée, pour le département de la Marne, à :

- Mme Claire GRISEZ, directrice régionale et interdépartementale adjointe, chargée de l'eau et du développement durable,
- M. Jean-Marc PICARD, directeur régional et interdépartemental adjoint, chargé de l'énergie des risques et de la nature,
- M. Pascal HERITIER, adjoint à la directrice, chargé du pilotage,

à effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les actes et décisions figurant dans la liste ci-dessous :

#### **I. Police de l'eau, des milieux aquatiques et de la pêche**

Sur le territoire de compétence de la DRIEAT, tel que défini par les arrêtés ministériels et l'arrêté préfectoral de répartition des compétences en vigueur :

1. Pour les installations, ouvrages, travaux et activités visés à l'article L. 214-1 du Code de l'environnement :

##### **Pour les dossiers soumis à déclaration :**

- délivrance de récépissés de déclaration,
- actes relatifs à l'instruction des dossiers soumis à déclaration,
- arrêtés de prescriptions spécifiques à déclaration,
- arrêtés d'opposition à déclaration,

##### **Pour les dossiers soumis à autorisation :**

- actes relatifs à l'instruction des dossiers soumis à autorisation,
- avis de réception de demande d'autorisation,
- arrêtés portant prorogation du délai d'instruction,

- proposition d'arrêté d'autorisation, d'autorisation temporaire et d'autorisation complémentaire au CODERST (Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques),
- Notification du projet d'arrêté au pétitionnaire pour observation,
- Arrêté d'autorisation, d'autorisation temporaire, d'autorisation complémentaire, ainsi que les refus d'autorisation.

2. En matière d'autorisation environnementale, l'ensemble des récépissés, notifications, courriers et décisions prévus au titre VIII du livre premier lorsque la DRIEAT est service coordonnateur de la procédure au titre de l'article R. 181-3 du code de l'environnement.

3. En matière de contraventions et de délits (C. env., art. L. 173-12, R. 173-3 et R. 173-4) :

- Proposition de transaction pénale notifiée à l'auteur de l'infraction ;
- Transmission du dossier de transaction au Procureur de la république en cas d'accord de l'auteur de l'infraction ;
- Notification de la transaction homologuée à l'auteur de l'infraction.

4. L'ensemble des récépissés, courriers et décisions liés à l'instruction de dossiers entrant dans le cadre de ses attributions et compétences en matière de pêche, dont notamment :

- Les décisions d'autorisation ou de rejet des demandes d'autorisation de prélèvement exceptionnelle au titre de l'article L. 436-9 du code de l'environnement ;
- Les décisions d'autorisation ou de rejet des demandes d'autorisation d'introduction d'espèces non représentées dans les eaux au titre du 2° de l'article L. 432-10 du code de l'environnement.

## **II. Hydrocarbures**

- Demandes de compléments des dossiers en cours d'instruction (demande de permis de recherche, dossiers d'ouverture de travaux miniers, dossiers de bouchage et de fin de travaux, dossiers de demande de concession, d'amodiation des concessions et de renonciation à une concession) ;
- Courriers aux exploitants relatifs aux suivis des installations.

### **Article 3**

Dans la limite de leurs attributions respectives, la subdélégation de signature mentionnée aux articles 1<sup>er</sup> et 2 de la présente décision sera également exercée par :

- M. Thomas BOUYER, chef du service politiques et police de l'eau ;
- M. Laurent TELLECHEA, adjoint au chef du service politiques et police de l'eau ;
- Mme Caroline LAVALLART, adjointe au chef du service politiques et police de l'eau ;
- Mme Evelyne GODEHEU, cheffe du département instruction et loi sur l'eau ;
- Mme Julie FAURE, adjointe à la cheffe du département instruction et loi sur l'eau ;
- Mme Michelle BROSSEAU, cheffe du département assainissement ;

- Mme Florence CHEREAU, adjointe à la cheffe du département assainissement ;
- M. Paul BEZBOROKO, chef de l'unité Oise Seine Aval ;
  - Mme Gabrièle BENDAYAN, cheffe de l'unité Marne Seine Amont ;
  - Mme Elise DELGOULET, cheffe du département ressource et milieux aquatiques ;
  - Mme Joanna BRUNELLE, adjointe à la cheffe du département ressource et milieux aquatiques ;
  - Mme Aurore FARGETTE, cheffe du service énergie et bâtiment ;
  - M. Baptiste LORENZI, adjoint à la cheffe du service énergie et bâtiment ;
  - M. Thibaut BADOUAL, chef du département climat, air, énergie ;
  - M. Arnaud MAUDRY, coordinateur des activités minières ;
  - M. Olivier LEVILLAIN, chef du service prévention des risques.
  - Mme Guillemette de KERDREL, adjointe au chef du service prévention des risques, cheffe du département risques chroniques ;

#### **Article 4**

La décision n° DRIEAT-IDF-2022-0071 du 17 janvier 2023 portant subdélégation de signature pour les matières exercées pour le compte du préfet de la Marne est abrogée.

#### **Article 5**

L'adjoint à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, chargé du pilotage, est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne.

Fait à Paris, le 29 FEV. 2024

La directrice régionale et  
interdépartementale de l'environnement,  
de l'aménagement et des transports d'Île-  
de-France

Emmanuelle GAY



# Divers



**Divers**

**Direction Départementale des Finances  
Publiques de la Marne**



**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES**

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DE LA MARNE**

12 rue Sainte Marguerite  
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

**DÉSIGNATION DU  
CONCILIATEUR FISCAL DÉPARTEMENTAL**

L'administrateur d'Etat, directeur départemental des finances publiques de la Marne;

**décide :**

**Article 1<sup>er</sup>**

**M. Jean-Pierre CARRE**, administrateur d'Etat , est désigné conciliateur fiscal du département de la Marne.

**M. Vincent UHER**, administrateur d'Etat est désigné conciliateur fiscal adjoint du département de la Marne.

**Article 2**

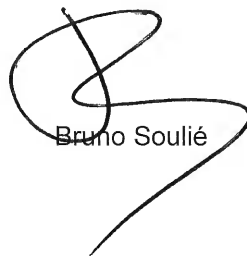
Le présent arrêté abroge l'arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 2023.

**Article 3**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Marne.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 29 février 2024

L'Administrateur d'Etat ,  
Directeur Départemental des finances publiques  
de la Marne



Bruno Soulié



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES**

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DE LA MARNE**

12 rue Sainte Marguerite  
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

**DÉLÉGATION DE SIGNATURE  
EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX ET DE GRACIEUX FISCAL  
CONCILIATEUR FISCAL DÉPARTEMENTAL**

L'administratrice des finances publiques, directrice départementale des finances publiques de la Marne par intérim,

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 modifié de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 modifié et R 247-4 modifié et suivants ;

Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu la décision du 29 février 2024 désignant **M. Jean-Pierre CARRE**, administrateur d'Etat, conciliateur fiscal du département de la Marne,

Vu la décision du 29 février 2024 désignant **M. Vincent UHER**, administrateur d'Etat, conciliateur fiscal adjoint du département de la Marne

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Délégation de signature est donnée à **M. Jean-Pierre CARRE** administrateur d'Etat et **M. Vincent UHER**, administrateur d'Etat, à l'effet de se prononcer sur les demandes des usagers tendant à la révision d'une décision prise par un service du département dans les limites et conditions suivantes :

1° sans limitation de montant, pour les demandes contentieuses portant sur l'assiette des impôts ;

2° sans limitation de montant, pour les demandes contentieuses de décharge de responsabilité solidaire fondées sur les dispositions du II de l'article 1691 bis modifié du code général des impôts ;

3° dans la limite de 200 000 €, en matière de gracieux fiscal d'assiette et de recouvrement ;

4° dans la limite de 305 000 €, pour les demandes gracieuses de décharge de l'obligation de paiement solidaire fondées sur les dispositions de l'article L. 247 modifié du livre des procédures fiscales ;

5° sans limitation de montant, pour les contestations relatives au recouvrement, prévues aux articles L. 281 modifié et L. 283 modifié du livre des procédures fiscales ;

6° sans limitation de montant, pour les décisions relatives aux demandes de plans de règlement.

## **Article 2**

Le présent arrêté abroge l'arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 2024,

## **Article 3**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Marne.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 29 février 2024

L'Administrateur d'Etat,  
Directeur Départemental des Finances publiques  
du département de la Marne



Bruno Soulié



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES  
PUBLIQUES DE LA MARNE**  
Division Stratégie, Ressources Humaines et  
Communication  
12 rue Sainte Marguerite  
51022 CHÂLONS EN CHAMPAGNE CEDEX  
☎ 03 26 69 53 00  
✉ ddfip51.ppr.controledegestion@dgfip.finances.gouv.fr

## Arrêté portant délégation de signature

L'administrateur général des finances publiques, directeur départemental des finances publiques de la Marne,

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 modifié de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 modifié et R 247-4 modifié et suivants ;

Vu le décret n° 2014-1564 du 22 décembre 2014 modifiant le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

### Arrête :

#### Article 1<sup>er</sup>

Délégation de signature est donnée à **Mme Fabienne CHAPEL**, administratrice des finances publiques adjointe, responsable de la division contrôle, expertise et recouvrement, à l'effet de signer :

1° en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 1 000 000 €;

2° les décisions prises sur les demandes de dégrèvement de taxe foncière pour pertes de récoltes, les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée des cotisations de taxe professionnelle et de contribution économique territoriale et de remboursement de crédit de taxe sur la valeur ajoutée, dans la limite de 1 000 000 €;

3° en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet, dans la limite de 200 000 € ;

4° les décisions prises sur les contestations relatives au recouvrement, prévues aux articles L. 281 et L. 283 du livre des procédures fiscales ;

5° les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant ;

6° les requêtes, mémoires, conclusions ou observations adressés aux juridictions administratives ou judiciaires ;

CER FISC  
Page 1 de 2

## Article 2

Le présent arrêté annule l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2023.

## Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Marne.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 1<sup>er</sup> juillet 2023

L'administrateur Général des finances publiques,  
Directeur départementales des finances publiques  
de la Marne,

  
Bruno SOULIE



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES  
PUBLIQUES DE LA MARNE**  
Division Stratégie, Ressources Humaines et  
Communication  
12 rue Sainte Marguerite  
51022 CHÂLONS EN CHAMPAGNE CEDEX  
☎ 03 26 69 53 00  
✉ ddfip51.ppr.controledigestion@dgfip.finances.gouv.fr

### **Arrêté portant délégation de signature**

L'administrateur général des finances publiques, directeur départemental des finances publiques de la Marne,

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 modifié de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 modifié et R 247-4 modifié et suivants ;

Vu le décret n° 2014-1564 du 22 décembre 2014 modifiant le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

**Arrête :**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

Délégation de signature est donnée à **M. Xavier-Christophe LECOMTE**, inspecteur principal des Finances publiques, adjoint à la responsable de la division Contrôle Expertise et Recouvrement, à l'effet de signer :

1° en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 500 000 €;

2° les décisions prises sur les demandes de dégrèvement de taxe foncière pour pertes de récoltes, les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée des cotisations de taxe professionnelle et de contribution économique territoriale et de remboursement de crédit de taxe sur la valeur ajoutée, dans la limite de 1 000 000 €;

3° en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet, dans la limite de 200 000 € ;

4° les décisions prises sur les contestations relatives au recouvrement, prévues aux articles L. 281 et L. 283 du livre des procédures fiscales ;

5° les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant ;

6° les requêtes, mémoires, conclusions ou observations adressés aux juridictions administratives ou judiciaires ;

Délégation de signature est donnée, à **Mme Amandine FRIDERES** contractuelle A, adjointe à la responsable de la division Contrôle Expertise et Recouvrement, à l'effet de signer les points énoncés ci-dessus à l'exclusion de tous les sujets liés au contrôle fiscal.

## **Article 2**

Le présent arrêté annule l'arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 2023 et prendra effet le lendemain de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Marne.

## **Article 3**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Marne.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 1<sup>er</sup> mars 2024

L'Administrateur Général des Finances Publiques,  
Directeur départemental des Finances publiques  
de la Marne



Bruno SOULIÉ





**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES**

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES  
PUBLIQUES DE LA MARNE**  
12 rue Sainte Marguerite  
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

**Décision de délégations spéciales de signature pour la division contrôle, expertise et recouvrement**

L'administrateur général des finances publiques, directeur départemental des finances publiques de la Marne,

Vu le décret n° 2014-1564 du 22 décembre 2014 modifiant le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 modifié relatif à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n°2009-208 du 20 février 2009 modifié relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'arrêté du 18 juin 2009 portant création de la direction régionale de Champagne-Ardenne et du département de la Marne ;

Vu le décret du 19 juin 2023 portant nomination de M. Bruno SOULIÉ administrateur général des finances publiques en qualité de directeur départemental des finances publiques de la Marne ;

Vu l'article 18 du décret 2015-1689 du 17 décembre 2015 modifié portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'État ;

**Décide :**

**Article 1 :** Délégation spéciale de signature pour signer les pièces ou documents relatifs aux attributions de leur division ou de leur service, avec faculté pour chacun d'eux d'agir séparément et sur sa seule signature, l'énonciation des pouvoirs ainsi conférés étant limitative, est donnée à :

- **Mme Fabienne CHAPEL** administratrice des finances publiques adjointe, responsable de la division contrôle, expertise et recouvrement.
- **M. Xavier-Christophe LECOMTE**, inspecteur principal, responsable adjoint de la division contrôle, expertise et recouvrement.
- **Mme Amandine FRIDERES**, agent contractuel A, responsable adjointe de la division contrôle, expertise et recouvrement, à l'exclusion des actes relatifs aux demandes de communication.

Reçoivent délégation dans le cadre des attributions de la division, pour la signature des bordereaux de transmission, demandes de renseignements, accusés de réception, lettres d'envoi et autres documents ordinaires et plus généralement les pouvoirs nécessaires pour signer les pièces et documents relatifs à leurs attributions :

- **Mme Norosoa RATOONASY** inspectrice des finances publiques, équipe expertise juridique et contrôle fiscal ;
- **M. Pierre-Luc BOGGINI** inspecteur des finances publiques, équipe expertise juridique et contrôle fiscal ;
- **Mme Sylvia-Lise BADA NDIONE**, inspectrice des finances publiques, équipe pôle juridictionnel ;
- **Mme Estelle MARIETTE**, inspectrice des finances publiques, équipe recettes non fiscales ;
- **M. Jean-Rémy HERBIN** inspecteur des finances publiques, contentieux et législation des particuliers et des professionnels – Pôle juridictionnel ;
- **Mme Catherine MASSONS** inspectrice des finances publiques, contentieux et législation des professionnels – Pôle juridictionnel ;
- **Mme Sylvie SOISSON**, inspectrice des finances publiques, animation et pilotage du contrôle fiscal ;
- **Mme Delphine THOMASSIN**, inspectrice des finances publiques, animation et pilotage du contrôle fiscal ;
- **Mme Claire DUPONT**, inspectrice des finances publiques, recouvrement forcé ;
- **Mme Amanda KHEZZAR**, inspectrice des finances publiques, équipe pôle juridictionnel ;
- **M. Thierry SAUZE**, inspecteur des finances publiques, contentieux et législation des particuliers et des professionnels – Pôle juridictionnel ;
- **Mme Colette MAMOUAN**, contrôleur des finances publiques, contentieux et législation des particuliers ;
- **M. Marc BIVER**, contrôleur principal des finances publiques, recouvrement forcé ;
- **M. Patrick DESESCURES**, contrôleur des finances publiques, contentieux et législation des particuliers et des professionnels ;
- **M. Sylvain COMMENCAIS**, contrôleur des finances publiques, recouvrement forcé ;
- **Mme Nathalie FAYTRE**, contrôleur des finances publiques, recouvrement forcé ;
- **Mme Christine CASTALDO**, agent administratif des finances publiques, contentieux et législation des particuliers et des professionnels – Pôle juridictionnel ;
- **M. Noureddine BAILA**, agent administratif stagiaire des finances publiques, contentieux et législation des particuliers ;
- **Mme Kamilya BOULACHEB**, agent contractuel A, équipe expertise juridique et contrôle fiscal, à compter du 01/10/2023 ;
- **Mme Claire FAUPIN**, agent contractuel A, recouvrement forcé.

Reçoivent délégation dans le cadre des attributions de la division pour exercer les pouvoirs délégués spécialement à son chef de service, à la condition de n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de celui-ci, sans toutefois que le non-empêchement soit opposable aux tiers, pour la signature des états fiscaux, des comptes de gestion, des bordereaux de transmission, des demandes de renseignements, des accusés de réception, des déclarations de recettes ou de dépôts, des récépissés et reçus divers, des taxes des états de poursuites, des certificats de paiement, des certificats de non-opposition, des certificats de cessation de paiement, des lettres d'envoi et autres documents ordinaires concernant l'ensemble des services constituant la division, pour la signature des arrêtés de décharge, et plus généralement pour signer les pièces et documents relatifs aux attributions de la division :

- **M. Marc BIVER** contrôleur principal des finances publiques.
- **Mme Nathalie FAYTRE**, contrôlease des finances publiques, dans le cadre de la suppléance de M BIVER

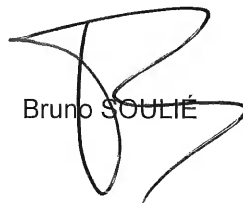
**Article 2** : En cas d'absence d'un responsable de division, son intérim est assuré, dans les conditions et limites fixées par l'article 1, par les autres responsables de division.

**Article 3** : La présente décision annule la décision du 15 septembre 2023 et prendra effet le 1<sup>er</sup> mars 2024.

**Article 4** : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 01/03/2024

L'Administrateur Général des Finances Publiques,  
Directeur départemental des Finances publiques  
de la Marne



Bruno SOULIÉ



**Divers**

**Direction Régionale des  
douanes de Reims**

Décision 2024/1 du directeur régional à REIMS CEDEX portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à METZ dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le Décret n° 2022-467 du 31 mars 2022 relatif à l'exercice du droit de transaction par l'administration des douanes

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les actes transactionnels définitifs de type 406 portant sur des contentieux voyageurs en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention et de délit douaniers, pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les transactions en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VII en euros ou sont illimités.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les transactions en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VIII en euros ou sont illimités.

Article 9 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IX de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IX en euros ou sont illimités.

Article 10 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe X de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les transactions en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe X en euros ou sont illimités.

Article 11 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur régional,  
ORIGINAL SIGNE

*REYNAUD Philippe*

**Annexe I à la décision n° 2024/1 du 4 mars 2024 du directeur régional *REYNAUD Philippe***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

<b>Nom/prénom</b>	<b>Décharge</b>	<b>Recouvrement</b>	<b>Rejet</b>	<b>Restitution</b>	<b>Réduction</b>
<b>ROBIN Jerome</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
<b>PEPIN Jean-Luc</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité



**Annexe II à la décision n° 2024/1 du 4 mars 2024 du directeur régional REYNAUD Philippe**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Nom/prénom	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
<b>ROBIN Jerome</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	200000
<b>FAYE Helene</b>	0	0	0	0	30000
<b>CAMPOS Jesus</b>	0	0	0	0	18000
<b>VANSTAEVEL Aurore</b>	0	0	0	0	18000
<b>PEPIN Jean-Luc</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	200000
<b>CARTERET Pierre</b>	0	0	0	0	30000
<b>BONTEMPI Fabien</b>	0	0	0	0	9000
<b>CARON Richard</b>	0	0	0	0	9000
<b>DEGHETTO Sylvain</b>	0	0	0	0	9000
<b>DEMORGNY Aurelien</b>	0	0	0	0	9000
<b>DUHOUX Nicolas</b>	0	0	0	0	9000
<b>FERAILLE Valentin</b>	0	0	0	0	9000
<b>JEANNESSON Christine</b>	0	0	0	0	9000
<b>MARY Julien</b>	0	0	0	0	18000
<b>MIETTE Eugenie</b>	0	0	0	0	9000
<b>PURAVET Mickael</b>	0	0	0	0	18000
<b>REYMANN Sylvain</b>	0	0	0	0	9000
<b>TOUZEAU Marion</b>	0	0	0	0	9000
<b>BERNARD Johan</b>	0	0	0	0	9000
<b>BLASCO Franck</b>	0	0	0	0	18000
<b>BREMONT Aurelien</b>	0	0	0	0	9000
<b>GALLET Guylaine</b>	0	0	0	0	9000
<b>GHERBI Farid</b>	0	0	0	0	9000
<b>HARDY Antoine</b>	0	0	0	0	9000
<b>QUINTART Marie-Anne</b>	0	0	0	0	18000
<b>ROCOCHE Benoit</b>	0	0	0	0	18000
<b>SANCHEZ Mickael</b>	0	0	0	0	9000
<b>TOUPIN Florent</b>	0	0	0	0	9000
<b>ERZEN Florence</b>	0	0	0	0	18000
<b>LAFFONT Marc</b>	0	0	0	0	18000
<b>LOUDIN Johann</b>	0	0	0	0	9000
<b>DUBLOIS Claire</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	30000
<b>BARRA Nicolas</b>	0	0	0	0	9000

<b>BOUAKKAZ Anaelle</b>	0	0	0	0	9000
<b>CALOT Ludovic</b>	0	0	0	0	9000
<b>CHAGNET Jean-Yves</b>	0	0	0	0	18000
<b>CHAILLOT Pierre-Hugues</b>	0	0	0	0	9000
<b>CREVEUIL Edwige</b>	0	0	0	0	9000
<b>CREVEUIL Clement</b>	0	0	0	0	9000
<b>TOUSSAINT Patrick</b>	0	0	0	0	18000
<b>CARON Christophe</b>	0	0	0	0	9000
<b>COHUET Christophe</b>	0	0	0	0	9000
<b>HIROU Benoit</b>	0	0	0	0	9000
<b>PAYS Katia</b>	0	0	0	0	18000
<b>PRODHON Frederic</b>	0	0	0	0	18000
<b>RENAULT Antoine</b>	0	0	0	0	9000
<b>JOBIC Marguerite</b>	0	0	0	0	9000
<b>MOLINARO David</b>	0	0	0	0	18000
<b>MOUGENOT Stephane</b>	0	0	0	0	9000
<b>PUYPE Fabrice</b>	0	0	0	0	9000
<b>SAINT PAUL Yann</b>	0	0	0	0	9000
<b>TAILLEFER Alain</b>	0	0	0	0	18000
<b>ALLIZART Jean-Pierre</b>	0	0	0	0	1500
<b>BERTRAND Guillaume</b>	0	0	0	0	3000
<b>CLOQUIER Thomas</b>	0	0	0	0	1500
<b>COTTIN Olivier</b>	0	0	0	0	3000
<b>DE CHILLOU DE CHURET Denis</b>	0	0	0	0	1500
<b>DEBERNARDI Chrystelle</b>	0	0	0	0	1500
<b>DELGOVE Julien</b>	0	0	0	0	1500
<b>GODARD Elisabeth</b>	0	0	0	0	3000
<b>GOGNIES Isabelle</b>	0	0	0	0	1500
<b>LABRIET Christelle</b>	0	0	0	0	1500
<b>NADIRI Btissame</b>	0	0	0	0	1500
<b>PULI Daniel</b>	0	0	0	0	1500
<b>PULI Viviane</b>	0	0	0	0	1500
<b>SAINZELLE Stephanie</b>	0	0	0	0	1500
<b>MAIRE Benedicte</b>	0	0	0	0	1500
<b>ROUSSEAU Murielle</b>	0	0	0	0	1500
<b>BOISSET Mathias</b>	0	0	0	0	18000
<b>CROSSETTE Pascal</b>	0	0	0	0	18000
<b>MOREAUX Franck</b>	0	0	0	0	9000

**Annexe III à la décision n° 2024/1 du 4 mars 2024 du directeur régional *REYNAUD Philippe***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière de contributions indirectes et de réglemations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Nom/prénom	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
ROBIN Jerome	15000	7500	1500	15000
FAYE Helene	15000	7500	1500	15000
CAMPOS Jesus	15000	7500	1500	15000
VANSTAEVEL Aurore	15000	7500	1500	15000
PEPIN Jean-Luc	15000	7500	1500	15000
CARTERET Pierre	15000	7500	1500	15000
BONTEMPI Fabien	8000	4000	1500	8000
BONTEMS Michael	3250	1500	750	3250
CARON Richard	8000	4000	1500	8000
DEGHETTO Sylvain	8000	4000	1500	8000
DEHAYE Caroline	3250	1500	750	3250
DEMORGNY Aurelien	8000	4000	1500	8000
DRUART Damien	3250	1500	750	3250
DUHOUX Nicolas	8000	4000	1500	8000
DUPUIS Manuel	3250	1500	750	3250
FERAILLE Valentin	8000	4000	1500	8000
GUILLIER Lucas	3250	1500	750	3250
JEANNESSON Christine	8000	4000	1500	8000
MARY Julien	15000	7500	1500	15000
MENNESSIER Sebastien	3250	1500	750	3250
MIETTE Eugenie	8000	4000	1500	8000
MORLET Louise	3250	1500	750	3250
OSTER Christophe	3250	1500	750	3250
PANCRATE TOUSSAINT Anaelle	3250	1500	750	3250
PURAVET Mickael	15000	7500	1500	15000
REYMANN Sylvain	8000	4000	1500	8000
ROYNETTE Nicolas	3250	1500	750	3250
SARTELET Sylvain	3250	1500	750	3250
SOURISSE Antoine	3250	1500	750	3250
THERET Maxime	3250	1500	750	3250
TOUZEAU Marion	8000	4000	1500	8000
WURSTHORN Maxence	3250	1500	750	3250

<b>ABDOUL KAID Jonathan</b>	3250	1500	750	3250
<b>BERNARD Johan</b>	8000	4000	1500	8000
<b>BLASCO Franck</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BOUTET Benjamin</b>	3250	1500	750	3250
<b>BREMONT Aurelien</b>	8000	4000	1500	8000
<b>CATRIN Alex</b>	3250	1500	750	3250
<b>GALLET Guylaine</b>	8000	4000	1500	8000
<b>GHERBI Farid</b>	8000	4000	1500	8000
<b>GOEK Jean-Marc</b>	3250	1500	750	3250
<b>HARDY Antoine</b>	8000	4000	1500	8000
<b>MALEK Amandine</b>	3250	1500	750	3250
<b>MARIETTE Bruno</b>	3250	1500	750	3250
<b>PEROTIN Romaric</b>	3250	1500	750	3250
<b>POINDRON Thibaut</b>	3250	1500	750	3250
<b>POUYOL Vincent</b>	3250	1500	750	3250
<b>QUINTART Marie-Anne</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ROCOCHE Benoit</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SANCHEZ Mickael</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SEILLIER Alexandre</b>	3250	1500	750	3250
<b>THIBAUT Kevin</b>	3250	1500	750	3250
<b>TOUPIN Florent</b>	8000	4000	1500	8000
<b>VESELY Etienne</b>	3250	1500	750	3250
<b>AMORY Simon</b>	3250	1500	750	3250
<b>ARGOUSE Johan</b>	3250	1500	750	3250
<b>BEAUDIERE Laurent</b>	3250	1500	750	3250
<b>BERGER Chloe</b>	3250	1500	750	3250
<b>CAUMONT Cedric</b>	3250	1500	750	3250
<b>CHARPENTIER Ludovic</b>	3250	1500	750	3250
<b>DELSART Fabrice</b>	3250	1500	750	3250
<b>DENEUBOURG Marjorie</b>	3250	1500	750	3250
<b>DUPONT Claire</b>	3250	1500	750	3250
<b>ERZEN Florence</b>	15000	7500	1500	15000
<b>HODOT Marjorie</b>	8000	4000	1000	8000
<b>LAFFONT Marc</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LOUDIN Johann</b>	3250	1500	750	3250
<b>DUBLOIS Claire</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BARRA Nicolas</b>	8000	4000	1500	8000
<b>BOUAKKAZ Anaelle</b>	8000	4000	1500	8000
<b>BRULEFERT Jonathan</b>	3250	1500	750	3250
<b>CALOT Ludovic</b>	8000	4000	1500	8000
<b>CHAGNET Jean-Yves</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CHAILLOT Pierre-Hugues</b>	8000	4000	1500	8000
<b>CLERGET Benjamin</b>	3250	1500	750	3250

<b>CREVEUIL Clement</b>	8000	4000	1500	8000
<b>CREVEUIL Edwige</b>	8000	4000	1500	8000
<b>FERRY Alexis</b>	3250	1500	750	3250
<b>GOUSSAULT Wilfrid</b>	3250	1500	750	3250
<b>GUERARD David</b>	3250	1500	750	3250
<b>NANTIER Remi</b>	3250	1500	750	3250
<b>PREAUX Olivier</b>	3250	1500	750	3250
<b>ROSIEK Nathalie</b>	3250	1500	750	3250
<b>ROYNETTE Dimitri</b>	3250	1500	750	3250
<b>SO Maely</b>	3250	1500	750	3250
<b>TOUSSAINT Patrick</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BASTOUL Christelle</b>	3250	1500	750	3250
<b>CARON Christophe</b>	8000	4000	1500	8000
<b>COHUET Christophe</b>	8000	4000	1500	8000
<b>HIROU Benoit</b>	8000	4000	1500	8000
<b>IMMOUNI Mohamed</b>	3250	1500	750	3250
<b>LEPRINCE Mickael</b>	3250	1500	750	3250
<b>MAURER Stephanie</b>	3250	1500	750	3250
<b>NASRI Chams Eddine</b>	3250	1500	750	3250
<b>PAYS Katia</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PRODHON Frederic</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PRODHON Mailys</b>	3250	1500	750	3250
<b>RATSIMBA Nambinintsoa</b>	3250	1500	750	3250
<b>RENAULT Antoine</b>	8000	4000	1500	8000
<b>TOUGARD Thomas</b>	3250	1500	750	3250
<b>BEGUE Jerome</b>	3250	1500	750	3250
<b>BOURHY Marine</b>	3250	1500	750	3250
<b>BRENOT Didier</b>	3250	1500	750	3250
<b>BROQUET Jerome</b>	3250	1500	750	3250
<b>DE GRAEVE Jonathan</b>	3250	1500	750	3250
<b>JOBIC Marguerite</b>	8000	4000	1500	8000
<b>MAITRE Gerald</b>	3250	1500	750	3250
<b>MOLINARO David</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MONTASSIER Ludivine</b>	3250	1500	750	3250
<b>MOUGENOT Stephane</b>	8000	4000	1500	8000
<b>NAUDE Aurore</b>	3250	1500	750	3250
<b>POISSENOT Laurent</b>	3250	1500	750	3250
<b>PUYPE Fabrice</b>	8000	4000	1500	8000
<b>RIGLET Jonathan</b>	3250	1500	750	3250
<b>RUTTEN Geoffrey</b>	3250	1500	750	3250
<b>SAINT PAUL Yann</b>	8000	4000	1500	8000
<b>TAILLEFER Alain</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ALLIZART Jean-Pierre</b>	8000	4000	1000	8000

<b>BERTRAND Guillaume</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CLOQUIER Thomas</b>	8000	4000	1000	8000
<b>COTTIN Olivier</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DE CHILLOU DE CHURET Denis</b>	8000	4000	1000	8000
<b>DEBERNARDI Chrystelle</b>	8000	4000	1000	8000
<b>DEJONGHE Sabine</b>	3250	1500	750	3250
<b>DELGOVE Julien</b>	8000	4000	1000	8000
<b>DUVERGER Armelle</b>	3250	1500	750	3250
<b>GALTIER Julien</b>	3250	1500	750	3250
<b>GODARD Elisabeth</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GOGNIES Isabelle</b>	8000	4000	1000	8000
<b>LABRIET Christelle</b>	8000	4000	1000	8000
<b>NADIRI Btissame</b>	8000	4000	1000	8000
<b>PULI Viviane</b>	8000	4000	1000	8000
<b>PULI Daniel</b>	8000	4000	1000	8000
<b>SAINZELLE Stephanie</b>	8000	4000	1000	8000
<b>VADIN Veronique</b>	3250	1500	750	3250
<b>MAIRE Benedicte</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ROUSSEAU Murielle</b>	8000	4000	1000	8000
<b>SAMATHI Didier</b>	3250	1500	750	3250
<b>TANCRAY Murielle</b>	3250	1500	750	3250
<b>ALBINOLI Laetitia</b>	3250	1500	750	3250
<b>BLOT COSSARD Karine</b>	3250	1500	750	3250
<b>BOISSET Mathias</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CROSSETTE Pascal</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MOREAUX Franck</b>	3250	1500	750	3250

**Annexe IV à la décision n° 2024/1 du 4 mars 2024 du directeur régional *REYNAUD Philippe***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**Pv « 406 » (contentieux voyageurs)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>ROBIN Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>FAYE Helene</b>	1500	7500	15000
<b>CAMPOS Jesus</b>	1500	7500	15000
<b>VANSTAEVEL Aurore</b>	1500	7500	15000
<b>PEPIN Jean-Luc</b>	1500	7500	15000
<b>CARTERET Pierre</b>	1500	7500	15000
<b>BONTEMPI Fabien</b>	1500	4000	8000
<b>BONTEMS Michael</b>	750	1500	3250
<b>CARON Richard</b>	1500	4000	8000
<b>DEGHETTO Sylvain</b>	1500	4000	8000
<b>DEHAYE Caroline</b>	750	1500	3250
<b>DEMORGNY Aurelien</b>	1500	4000	8000
<b>DRUART Damien</b>	750	1500	3250
<b>DUHOUX Nicolas</b>	1500	4000	8000
<b>DUPUIS Manuel</b>	750	1500	3250
<b>FERAILLE Valentin</b>	1500	4000	8000
<b>GUILLIER Lucas</b>	750	1500	3250
<b>JEANNESSON Christine</b>	1500	4000	8000
<b>MARY Julien</b>	1500	7500	15000
<b>MENNESSIER Sebastien</b>	750	1500	3250
<b>MIETTE Eugenie</b>	1500	4000	8000
<b>MORLET Louise</b>	750	1500	3250
<b>OSTER Christophe</b>	750	1500	3250
<b>PANCRATE TOUSSAINT Anaelle</b>	750	1500	3250
<b>PURAVET Mickael</b>	1500	7500	15000
<b>REYMANN Sylvain</b>	1500	4000	8000
<b>ROYNETTE Nicolas</b>	750	1500	3250
<b>SARTELET Sylvain</b>	750	1500	3250
<b>SOURISSE Antoine</b>	750	1500	3250
<b>THERET Maxime</b>	750	1500	3250
<b>TOUZEAU Marion</b>	1500	4000	8000
<b>WURSTHORN Maxence</b>	750	1500	3250
<b>ABDOUL KAID Jonathan</b>	750	1500	3250
<b>BERNARD Johan</b>	1500	4000	8000

<b>BLASCO Franck</b>	1500	7500	15000
<b>BOUTET Benjamin</b>	750	1500	3250
<b>BREMONT Aurelien</b>	1500	4000	8000
<b>CATRIN Alex</b>	750	1500	3250
<b>GALLET Guylaine</b>	1500	4000	8000
<b>GHERBI Farid</b>	1500	4000	8000
<b>GOEK Jean-Marc</b>	750	1500	3250
<b>HARDY Antoine</b>	1500	4000	8000
<b>MALEK Amandine</b>	750	1500	3250
<b>MARIETTE Bruno</b>	750	1500	3250
<b>PEROTIN Romaric</b>	750	1500	3250
<b>POINDRON Thibaut</b>	750	1500	3250
<b>POUYOL Vincent</b>	750	1500	3250
<b>QUINTART Marie-Anne</b>	1500	7500	15000
<b>ROCOCHE Benoit</b>	1500	7500	15000
<b>SANCHEZ Mickael</b>	1500	4000	8000
<b>SEILLIER Alexandre</b>	750	1500	3250
<b>THIBAUT Kevin</b>	750	1500	3250
<b>TOUPIN Florent</b>	1500	4000	8000
<b>VESELY Etienne</b>	750	1500	3250
<b>DUBLOIS Claire</b>	1500	7500	15000
<b>BARRA Nicolas</b>	1500	4000	8000
<b>BOUAKKAZ Anaelle</b>	1500	4000	8000
<b>BRULEFERT Jonathan</b>	750	1500	3250
<b>CALOT Ludovic</b>	1500	4000	8000
<b>CHAGNET Jean-Yves</b>	1500	7500	15000
<b>CHAILLOT Pierre-Hugues</b>	1500	4000	8000
<b>CLERGET Benjamin</b>	750	1500	3250
<b>CREVEUIL Edwige</b>	1500	4000	8000
<b>CREVEUIL Clement</b>	1500	4000	8000
<b>FERRY Alexis</b>	750	1500	3250
<b>GOUSSAULT Wilfrid</b>	750	1500	3250
<b>GUERARD David</b>	750	1500	3250
<b>NANTIER Remi</b>	750	1500	3250
<b>PREAUX Olivier</b>	750	1500	3250
<b>ROSIEK Nathalie</b>	750	1500	3250
<b>ROYNETTE Dimitri</b>	750	1500	3250
<b>SO Maely</b>	750	1500	3250
<b>TOUSSAINT Patrick</b>	1500	7500	15000
<b>BASTOUL Christelle</b>	750	1500	3250
<b>CARON Christophe</b>	1500	4000	8000
<b>COHUET Christophe</b>	1500	4000	8000
<b>HIROU Benoit</b>	1500	4000	8000



<b>IMMOUNI Mohamed</b>	750	1500	3250
<b>LEPRINCE Mickael</b>	750	1500	3250
<b>MAURER Stephanie</b>	750	1500	3250
<b>NASRI Chams Eddine</b>	750	1500	3250
<b>PAYS Katia</b>	1500	7500	15000
<b>PRODHON Mailys</b>	750	1500	3250
<b>PRODHON Frederic</b>	1500	7500	15000
<b>RATSIMBA Nambinintsoa</b>	750	1500	3250
<b>RENAULT Antoine</b>	1500	4000	8000
<b>TOUGARD Thomas</b>	750	1500	3250
<b>BEGUE Jerome</b>	750	1500	3250
<b>BOURHY Marine</b>	750	1500	3250
<b>BRENOT Didier</b>	750	1500	3250
<b>BROQUET Jerome</b>	750	1500	3250
<b>DE GRAEVE Jonathan</b>	750	1500	3250
<b>JOBIC Marguerite</b>	1500	4000	8000
<b>MAITRE Gerald</b>	750	1500	3250
<b>MOLINARO David</b>	1500	7500	15000
<b>MONTASSIER Ludivine</b>	750	1500	3250
<b>MOUGENOT Stephane</b>	1500	4000	8000
<b>NAUDE Aurore</b>	750	1500	3250
<b>POISSENOT Laurent</b>	750	1500	3250
<b>PUYPE Fabrice</b>	1500	4000	8000
<b>RIGLET Jonathan</b>	750	1500	3250
<b>RUTTEN Geoffrey</b>	750	1500	3250
<b>SAINT PAUL Yann</b>	1500	4000	8000
<b>TAILLEFER Alain</b>	1500	7500	15000

**Annexe V à la décision n° 2024/1 du 4 mars 2024 du directeur régional *REYNAUD Philippe***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**Pv« 420D », « 420 », « 421 » (contravention et délit douaniers)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>ROBIN Jerome</b>	250000	100000	250000
<b>FAYE Helene</b>	3000	20000	60000
<b>CAMPOS Jesus</b>	6000	7500	15000
<b>VANSTAEVEL Aurore</b>	6000	7500	15000
<b>PEPIN Jean-Luc</b>	250000	100000	250000
<b>CARTERET Pierre</b>	11000	20000	60000
<b>BONTEMPI Fabien</b>	3000	4000	8000
<b>BONTEMS Michael</b>	750	1500	3250
<b>CARON Richard</b>	3000	4000	8000
<b>DEGHETTO Sylvain</b>	3000	4000	8000
<b>DEHAYE Caroline</b>	750	1500	3250
<b>DEMORGNY Aurelien</b>	3000	4000	8000
<b>DRUART Damien</b>	750	1500	3250
<b>DUHOUX Nicolas</b>	3000	4000	8000
<b>DUPUIS Manuel</b>	750	1500	3250
<b>FERAILLE Valentin</b>	3000	4000	8000
<b>GUILLIER Lucas</b>	750	1500	3250
<b>JEANNESSON Christine</b>	3000	4000	8000
<b>MARY Julien</b>	6000	7500	15000
<b>MENNESSIER Sebastien</b>	750	1500	3250
<b>MIETTE Eugenie</b>	3000	4000	8000
<b>MORLET Louise</b>	750	1500	3250
<b>OSTER Christophe</b>	750	1500	3250
<b>PANCRATE TOUSSAINT Anaelle</b>	750	1500	3250
<b>PURAVET Mickael</b>	6000	7500	15000
<b>REYMANN Sylvain</b>	3000	4000	8000
<b>ROYNETTE Nicolas</b>	750	1500	3250
<b>SARTELET Sylvain</b>	750	1500	3250
<b>SOURISSE Antoine</b>	750	1500	3250
<b>THERET Maxime</b>	750	1500	3250
<b>TOUZEAU Marion</b>	3000	4000	8000
<b>WURSTHORN Maxence</b>	750	1500	3250
<b>ABDOUL KAID Jonathan</b>	750	1500	3250
<b>BERNARD Johan</b>	3000	4000	8000

<b>BLASCO Franck</b>	6000	7500	15000
<b>BOUTET Benjamin</b>	750	1500	3250
<b>BREMONT Aurelien</b>	3000	4000	8000
<b>CATRIN Alex</b>	750	1500	3250
<b>GALLET Guylaine</b>	3000	4000	8000
<b>GHERBI Farid</b>	3000	4000	8000
<b>GOEK Jean-Marc</b>	750	1500	3250
<b>HARDY Antoine</b>	3000	4000	8000
<b>MALEK Amandine</b>	750	1500	3250
<b>MARIETTE Bruno</b>	750	1500	3250
<b>PEROTIN Romaric</b>	750	1500	3250
<b>POINDRON Thibaut</b>	750	1500	3250
<b>POUYOL Vincent</b>	750	1500	3250
<b>QUINTART Marie-Anne</b>	6000	7500	15000
<b>ROCOCHE Benoit</b>	6000	7500	15000
<b>SANCHEZ Mickael</b>	3000	4000	8000
<b>SEILLIER Alexandre</b>	750	1500	3250
<b>THIBAUT Kevin</b>	750	1500	3250
<b>TOUPIN Florent</b>	3000	4000	8000
<b>VESELY Etienne</b>	750	1500	3250
<b>AVELANGE Arnaud</b>	750	1500	3250
<b>BAYLACQ Jean</b>	1500	4000	8000
<b>BEAUDIERE Laurent</b>	1500	4000	8000
<b>BERGER Chloe</b>	1500	4000	8000
<b>CAUMONT Cedric</b>	1500	4000	8000
<b>CHARPENTIER Ludovic</b>	1500	4000	8000
<b>DELSART Fabrice</b>	750	1500	3250
<b>DENEUBOURG Marjorie</b>	1500	7500	15000
<b>ERZEN Florence</b>	1500	7500	15000
<b>FRUMHOLTZ Linda</b>	1500	7500	15000
<b>HODOT Marjorie</b>	1500	4000	8000
<b>HUBERT Sabine</b>	1500	4000	8000
<b>LAFFONT Marc</b>	1500	7500	15000
<b>NORTIER Valerie</b>	1500	4000	8000
<b>DUBLOIS Claire</b>	11000	20000	60000
<b>BARRA Nicolas</b>	3000	4000	8000
<b>BOUAKKAZ Anaelle</b>	3000	4000	8000
<b>BRULEFERT Jonathan</b>	750	1500	3250
<b>CALOT Ludovic</b>	3000	4000	8000
<b>CHAGNET Jean-Yves</b>	6000	7500	15000
<b>CHAILLOT Pierre-Hugues</b>	3000	4000	8000
<b>CLERGET Benjamin</b>	750	1500	3250
<b>CREVEUIL Edwige</b>	3000	4000	8000

<b>CREVEUIL Clement</b>	3000	4000	8000
<b>FERRY Alexis</b>	750	1500	3250
<b>GOUSSAULT Wilfrid</b>	750	1500	3250
<b>GUERARD David</b>	750	1500	3250
<b>NANTIER Remi</b>	750	1500	3250
<b>PREAUX Olivier</b>	750	1500	3250
<b>ROSIEK Nathalie</b>	750	1500	3250
<b>ROYNETTE Dimitri</b>	750	1500	3250
<b>SO Maely</b>	750	1500	3250
<b>TOUSSAINT Patrick</b>	6000	7500	15000
<b>BASTOUL Christelle</b>	750	1500	3250
<b>CARON Christophe</b>	3000	4000	8000
<b>COHUET Christophe</b>	3000	4000	8000
<b>HIROU Benoit</b>	3000	4000	8000
<b>IMMOUNI Mohamed</b>	750	1500	3250
<b>LEPRINCE Mickael</b>	750	1500	3250
<b>MAURER Stephanie</b>	750	1500	3250
<b>NASRI Chams Eddine</b>	750	1500	3250
<b>PAYS Katia</b>	6000	7500	15000
<b>PRODHON Mailys</b>	750	1500	3250
<b>PRODHON Frederic</b>	6000	7500	15000
<b>RATSIMBA Nambinintsoa</b>	750	1500	3250
<b>RENAULT Antoine</b>	3000	4000	8000
<b>TOUGARD Thomas</b>	750	1500	3250
<b>BEGUE Jerome</b>	750	1500	3250
<b>BOURHY Marine</b>	750	1500	3250
<b>BRENOT Didier</b>	750	1500	3250
<b>BROQUET Jerome</b>	750	1500	3250
<b>DE GRAEVE Jonathan</b>	750	1500	3250
<b>JOBIC Marguerite</b>	3000	4000	8000
<b>MAITRE Gerald</b>	750	1500	3250
<b>MOLINARO David</b>	6000	7500	15000
<b>MONTASSIER Ludivine</b>	750	1500	3250
<b>MOUGENOT Stephane</b>	3000	4000	8000
<b>NAUDE Aurore</b>	750	1500	3250
<b>POISSENOT Laurent</b>	750	1500	3250
<b>PUYPE Fabrice</b>	3000	4000	8000
<b>RIGLET Jonathan</b>	750	1500	3250
<b>RUTTEN Geoffrey</b>	750	1500	3250
<b>SAINT PAUL Yann</b>	3000	4000	8000
<b>TAILLEFER Alain</b>	6000	7500	15000
<b>BLOT Gilbert</b>	1500	4000	8000
<b>BOISSET Mathias</b>	1500	7500	15000

<b>COLLET Amelie</b>	1500	4000	8000
<b>CROSSETTE Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>PITTOIZET Celine</b>	1500	4000	8000

**Annexe VI à la décision n° 2024/1 du 4 mars 2024 du directeur régional *REYNAUD Philippe***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (contravention et délit douaniers)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>ROBIN Jerome</b>	250000	100000	250000
<b>FAYE Helene</b>	3000	20000	60000
<b>CAMPOS Jesus</b>	6000	7500	15000
<b>VANSTAEVEL Aurore</b>	6000	7500	15000
<b>PEPIN Jean-Luc</b>	250000	100000	250000
<b>CARTERET Pierre</b>	11000	20000	60000
<b>BONTEMPI Fabien</b>	3000	4000	8000
<b>BONTEMS Michael</b>	750	1500	3250
<b>CARON Richard</b>	3000	4000	8000
<b>DEGHETTO Sylvain</b>	3000	4000	8000
<b>DEHAYE Caroline</b>	750	1500	3250
<b>DEMORGNY Aurelien</b>	3000	4000	8000
<b>DRUART Damien</b>	750	1500	3250
<b>DUHOUX Nicolas</b>	3000	4000	8000
<b>DUPUIS Manuel</b>	750	1500	3250
<b>FERAILLE Valentin</b>	3000	4000	8000
<b>GUILLIER Lucas</b>	750	1500	3250
<b>JEANNESSON Christine</b>	3000	4000	8000
<b>MARY Julien</b>	6000	7500	15000
<b>MENNESSIER Sebastien</b>	750	1500	3250
<b>MIETTE Eugenie</b>	3000	4000	8000
<b>MORLET Louise</b>	750	1500	3250
<b>OSTER Christophe</b>	750	1500	3250
<b>PANCRATE TOUSSAINT Anaelle</b>	750	1500	3250
<b>PURAVET Mickael</b>	6000	7500	15000
<b>REYMANN Sylvain</b>	3000	4000	8000
<b>ROYNETTE Nicolas</b>	750	1500	3250
<b>SARTELET Sylvain</b>	750	1500	3250
<b>SOURISSE Antoine</b>	750	1500	3250
<b>THERET Maxime</b>	750	1500	3250
<b>TOUZEAU Marion</b>	3000	4000	8000
<b>WURSTHORN Maxence</b>	750	1500	3250
<b>ABDOUL KAID Jonathan</b>	750	1500	3250
<b>BERNARD Johan</b>	3000	4000	8000

<b>BLASCO Franck</b>	6000	7500	15000
<b>BOUTET Benjamin</b>	750	1500	3250
<b>BREMONT Aurelien</b>	3000	4000	8000
<b>CATRIN Alex</b>	750	1500	3250
<b>GALLET Guylaine</b>	3000	4000	8000
<b>GHERBI Farid</b>	3000	4000	8000
<b>GOEK Jean-Marc</b>	750	1500	3250
<b>HARDY Antoine</b>	3000	4000	8000
<b>MALEK Amandine</b>	750	1500	3250
<b>MARIETTE Bruno</b>	750	1500	3250
<b>PEROTIN Romaric</b>	750	1500	3250
<b>POINDRON Thibaut</b>	750	1500	3250
<b>POUYOL Vincent</b>	750	1500	3250
<b>QUINTART Marie-Anne</b>	6000	7500	15000
<b>ROCOCHE Benoit</b>	6000	7500	15000
<b>SANCHEZ Mickael</b>	3000	4000	8000
<b>SEILLIER Alexandre</b>	750	1500	3250
<b>THIBAUT Kevin</b>	750	1500	3250
<b>TOUPIN Florent</b>	3000	4000	8000
<b>VESELY Etienne</b>	750	1500	3250
<b>AVELANGE Arnaud</b>	750	1500	3250
<b>BAYLACQ Jean</b>	1500	4000	8000
<b>BEAUDIERE Laurent</b>	1500	4000	8000
<b>BERGER Chloe</b>	1500	4000	8000
<b>CAUMONT Cedric</b>	1500	4000	8000
<b>CHARPENTIER Ludovic</b>	1500	4000	8000
<b>DELSART Fabrice</b>	750	1500	3250
<b>DENEUBOURG Marjorie</b>	1500	7500	15000
<b>ERZEN Florence</b>	1500	7500	15000
<b>FRUMHOLTZ Linda</b>	1500	7500	15000
<b>HODOT Marjorie</b>	1500	4000	8000
<b>HUBERT Sabine</b>	1500	4000	8000
<b>LAFFONT Marc</b>	1500	7500	15000
<b>NORTIER Valerie</b>	1500	4000	8000
<b>OUDIN Johann</b>	1500	7500	15000
<b>DUBLOIS Claire</b>	11000	20000	60000
<b>BARRA Nicolas</b>	3000	4000	8000
<b>BOUAKKAZ Anaelle</b>	3000	4000	8000
<b>BRULEFERT Jonathan</b>	750	1500	3250
<b>CALOT Ludovic</b>	3000	4000	8000
<b>CHAGNET Jean-Yves</b>	6000	7500	15000
<b>CHAILLOT Pierre-Hugues</b>	3000	4000	8000
<b>CLERGET Benjamin</b>	750	1500	3250

<b>CREVEUIL Edwige</b>	3000	4000	8000
<b>CREVEUIL Clement</b>	3000	4000	8000
<b>FERRY Alexis</b>	750	1500	3250
<b>GOUSSAULT Wilfrid</b>	750	1500	3250
<b>GUERARD David</b>	750	1500	3250
<b>NANTIER Remi</b>	750	1500	3250
<b>PREAUX Olivier</b>	750	1500	3250
<b>ROSIEK Nathalie</b>	750	1500	3250
<b>ROYNETTE Dimitri</b>	750	1500	3250
<b>SO Maely</b>	750	1500	3250
<b>TOUSSAINT Patrick</b>	6000	7500	15000
<b>BASTOUL Christelle</b>	750	1500	3250
<b>CARON Christophe</b>	3000	4000	8000
<b>COHUET Christophe</b>	3000	4000	8000
<b>HIROU Benoit</b>	3000	4000	8000
<b>IMMOUNI Mohamed</b>	750	1500	3250
<b>LEPRINCE Mickael</b>	750	1500	3250
<b>MAURER Stephanie</b>	750	1500	3250
<b>NASRI Chams Eddine</b>	750	1500	3250
<b>PAYS Katia</b>	6000	7500	15000
<b>PRODHON Mailys</b>	750	1500	3250
<b>PRODHON Frederic</b>	6000	7500	15000
<b>RATSIMBA Nambinintsoa</b>	750	1500	3250
<b>RENAULT Antoine</b>	3000	4000	8000
<b>TOUGARD Thomas</b>	750	1500	3250
<b>BEGUE Jerome</b>	750	1500	3250
<b>BOURHY Marine</b>	750	1500	3250
<b>BRENOT Didier</b>	750	1500	3250
<b>BROQUET Jerome</b>	750	1500	3250
<b>DE GRAEVE Jonathan</b>	750	1500	3250
<b>JOBIC Marguerite</b>	3000	4000	8000
<b>MAITRE Gerald</b>	750	1500	3250
<b>MOLINARO David</b>	6000	7500	15000
<b>MONTASSIER Ludivine</b>	750	1500	3250
<b>MOUGENOT Stephane</b>	3000	4000	8000
<b>NAUDE Aurore</b>	750	1500	3250
<b>POISSENOT Laurent</b>	750	1500	3250
<b>PUYPE Fabrice</b>	3000	4000	8000
<b>RIGLET Jonathan</b>	750	1500	3250
<b>RUTTEN Geoffrey</b>	750	1500	3250
<b>SAINT PAUL Yann</b>	3000	4000	8000
<b>TAILLEFER Alain</b>	6000	7500	15000
<b>BLOT Gilbert</b>	1500	4000	8000



<b>BOISSET Mathias</b>	1500	7500	15000
<b>COLLET Amelie</b>	1500	4000	8000
<b>CROSSETTE Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>PITTOIZET Celine</b>	1500	4000	8000

**Annexe VII à la décision n° 2024/1 du 4 mars 2024 du directeur régional *REYNAUD Philippe***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>ROBIN Jerome</b>	250000	250000
<b>FAYE Helene</b>	3000	60000
<b>CAMPOS Jesus</b>	6000	15000
<b>VANSTAEVEL Aurore</b>	6000	15000
<b>PEPIN Jean-Luc</b>	250000	250000
<b>CARTERET Pierre</b>	11000	60000
<b>BONTEMPI Fabien</b>	3000	8000
<b>BONTEMS Michael</b>	750	3250
<b>CARON Richard</b>	3000	8000
<b>DEGHETTO Sylvain</b>	3000	8000
<b>DEHAYE Caroline</b>	750	3250
<b>DEMORGNY Aurelien</b>	3000	8000
<b>DRUART Damien</b>	750	3250
<b>DUHOUX Nicolas</b>	3000	8000
<b>DUPUIS Manuel</b>	750	3250
<b>FERAILLE Valentin</b>	3000	8000
<b>GUILLIER Lucas</b>	750	3250
<b>JEANNESSON Christine</b>	3000	8000
<b>MARY Julien</b>	6000	15000
<b>MENNESSIER Sebastien</b>	750	3250
<b>MIETTE Eugenie</b>	3000	8000
<b>MORLET Louise</b>	750	3250
<b>OSTER Christophe</b>	750	3250
<b>PANCRATE TOUSSAINT Anaelle</b>	750	3250
<b>PURAVET Mickael</b>	6000	15000
<b>REYMANN Sylvain</b>	3000	8000
<b>ROYNETTE Nicolas</b>	750	3250
<b>SARTELET Sylvain</b>	750	3250
<b>SOURISSE Antoine</b>	750	3250
<b>THERET Maxime</b>	750	3250
<b>TOUZEAU Marion</b>	3000	8000
<b>WURSTHORN Maxence</b>	750	3250
<b>ABDOUL KAID Jonathan</b>	750	3250
<b>BERNARD Johan</b>	3000	8000
<b>BLASCO Franck</b>	6000	15000
<b>BOUTET Benjamin</b>	750	3250

<b>BREMONT Aurelien</b>	3000	8000
<b>CATRIN Alex</b>	750	3250
<b>GALLET Guylaine</b>	3000	8000
<b>GHERBI Farid</b>	3000	8000
<b>GOEK Jean-Marc</b>	750	3250
<b>HARDY Antoine</b>	3000	8000
<b>MALEK Amandine</b>	750	3250
<b>MARIETTE Bruno</b>	750	3250
<b>PEROTIN Romaric</b>	750	3250
<b>POINDRON Thibaut</b>	750	3250
<b>POUYOL Vincent</b>	750	3250
<b>QUINTART Marie-Anne</b>	6000	15000
<b>ROCOCHE Benoit</b>	6000	15000
<b>SANCHEZ Mickael</b>	3000	8000
<b>SEILLIER Alexandre</b>	750	3250
<b>THIBAUT Kevin</b>	750	3250
<b>TOUPIN Florent</b>	3000	8000
<b>VESELY Etienne</b>	750	3250
<b>AVELANGE Arnaud</b>	750	3250
<b>BAYLACQ Jean</b>	1500	8000
<b>BEAUDIERE Laurent</b>	1500	8000
<b>BERGER Chloe</b>	1500	8000
<b>CAUMONT Cedric</b>	1500	8000
<b>CHARPENTIER Ludovic</b>	1500	8000
<b>DELSART Fabrice</b>	750	3250
<b>DENEUBOURG Marjorie</b>	1500	15000
<b>ERZEN Florence</b>	1500	15000
<b>HODOT Marjorie</b>	1500	8000
<b>HUBERT Sabine</b>	1500	8000
<b>LAFFONT Marc</b>	1500	15000
<b>NORTIER Valerie</b>	1500	8000
<b>LOUDIN Johann</b>	1500	8000
<b>DUBLOIS Claire</b>	11000	60000
<b>BARRA Nicolas</b>	3000	8000
<b>BOUAKKAZ Anaelle</b>	3000	8000
<b>BRULEFERT Jonathan</b>	750	3250
<b>CALOT Ludovic</b>	3000	8000
<b>CHAGNET Jean-Yves</b>	6000	15000
<b>CHAILLOT Pierre-Hugues</b>	3000	8000
<b>CLERGET Benjamin</b>	750	3250
<b>CREVEUIL Edwige</b>	3000	8000
<b>CREVEUIL Clement</b>	3000	8000
<b>FERRY Alexis</b>	750	3250

<b>GOUSSAULT Wilfrid</b>	750	3250
<b>GUERARD David</b>	750	3250
<b>NANTIER Remi</b>	750	3250
<b>PREAUX Olivier</b>	750	3250
<b>ROSIEK Nathalie</b>	750	3250
<b>ROYNETTE Dimitri</b>	750	3250
<b>SO Maely</b>	750	3250
<b>TOUSSAINT Patrick</b>	6000	15000
<b>BASTOUL Christelle</b>	750	3250
<b>CARON Christophe</b>	3000	8000
<b>COHUET Christophe</b>	3000	8000
<b>HIROU Benoit</b>	3000	8000
<b>IMMOUNI Mohamed</b>	750	3250
<b>LEPRINCE Mickael</b>	750	3250
<b>MAURER Stephanie</b>	750	3250
<b>NASRI Chams Eddine</b>	750	3250
<b>PAYS Katia</b>	6000	15000
<b>PRODHON Frederic</b>	6000	15000
<b>PRODHON Mailys</b>	750	3250
<b>RATSIMBA Nambinintsoa</b>	750	3250
<b>RENAULT Antoine</b>	3000	8000
<b>TOUGARD Thomas</b>	750	3250
<b>BEGUE Jerome</b>	750	3250
<b>BOURHY Marine</b>	750	3250
<b>BRENOT Didier</b>	750	3250
<b>BROQUET Jerome</b>	750	3250
<b>DE GRAEVE Jonathan</b>	750	3250
<b>JOBIC Marguerite</b>	3000	8000
<b>MAITRE Gerald</b>	750	3250
<b>MOLINARO David</b>	6000	15000
<b>MONTASSIER Ludivine</b>	750	3250
<b>MOUGENOT Stephane</b>	3000	8000
<b>NAUDE Aurore</b>	750	3250
<b>POISSENOT Laurent</b>	750	3250
<b>PUYPE Fabrice</b>	3000	8000
<b>RIGLET Jonathan</b>	750	3250
<b>RUTTEN Geoffrey</b>	750	3250
<b>SAINT PAUL Yann</b>	3000	8000
<b>TAILLEFER Alain</b>	6000	15000
<b>BLOT Gilbert</b>	1500	8000
<b>BOISSET Mathias</b>	1500	15000
<b>COLLET Amelie</b>	1500	8000
<b>CROSSETTE Pascal</b>	1500	15000

**PITTOIZET Celine**

1500

8000

**Annexe VIII à la décision n° 2024/1 du 4 mars 2024 du directeur régional *REYNAUD Philippe***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>ROBIN Jerome</b>	250000	250000
<b>FAYE Helene</b>	3000	60000
<b>CAMPOS Jesus</b>	6000	15000
<b>VANSTAEVEL Aurore</b>	6000	15000
<b>PEPIN Jean-Luc</b>	250000	250000
<b>CARTERET Pierre</b>	11000	60000
<b>BONTEMPI Fabien</b>	3000	8000
<b>BONTEMS Michael</b>	750	3250
<b>CARON Richard</b>	3000	8000
<b>DEGHETTO Sylvain</b>	3000	8000
<b>DEHAYE Caroline</b>	750	3250
<b>DEMORGNY Aurelien</b>	3000	8000
<b>DRUART Damien</b>	750	3250
<b>DUHOUX Nicolas</b>	3000	8000
<b>DUPUIS Manuel</b>	750	3250
<b>FERAILLE Valentin</b>	3000	8000
<b>GUILLIER Lucas</b>	750	3250
<b>JEANNESSON Christine</b>	3000	8000
<b>MARY Julien</b>	6000	15000
<b>MENNESSIER Sebastien</b>	750	3250
<b>MIETTE Eugenie</b>	3000	8000
<b>MORLET Louise</b>	750	3250
<b>OSTER Christophe</b>	750	3250
<b>PANCRATE TOUSSAINT Anaelle</b>	750	3250
<b>PURAVET Mickael</b>	6000	15000
<b>REYMANN Sylvain</b>	3000	8000
<b>ROYNETTE Nicolas</b>	750	3250
<b>SARTELET Sylvain</b>	750	3250
<b>SOURISSE Antoine</b>	750	3250
<b>THERET Maxime</b>	750	3250
<b>TOUZEAU Marion</b>	3000	8000
<b>WURSTHORN Maxence</b>	750	3250
<b>ABDOUL KAID Jonathan</b>	750	3250
<b>BERNARD Johan</b>	3000	8000
<b>BLASCO Franck</b>	6000	15000
<b>BOUTET Benjamin</b>	750	3250

<b>BREMONT Aurelien</b>	3000	8000
<b>CATRIN Alex</b>	750	3250
<b>GALLET Guylaine</b>	3000	8000
<b>GHERBI Farid</b>	3000	8000
<b>GOEK Jean-Marc</b>	750	3250
<b>HARDY Antoine</b>	3000	8000
<b>MALEK Amandine</b>	750	3250
<b>MARIETTE Bruno</b>	750	3250
<b>PEROTIN Romaric</b>	750	3250
<b>POINDRON Thibaut</b>	750	3250
<b>POUYOL Vincent</b>	750	3250
<b>QUINTART Marie-Anne</b>	6000	15000
<b>ROCOCHE Benoit</b>	6000	15000
<b>SANCHEZ Mickael</b>	3000	8000
<b>SEILLIER Alexandre</b>	750	3250
<b>THIBAUT Kevin</b>	750	3250
<b>TOUPIN Florent</b>	3000	8000
<b>VESELY Etienne</b>	750	3250
<b>AVELANGE Arnaud</b>	750	3250
<b>BAYLACQ Jean</b>	1500	8000
<b>BEAUDIERE Laurent</b>	1500	8000
<b>BERGER Chloe</b>	1500	8000
<b>CAUMONT Cedric</b>	1500	8000
<b>CHARPENTIER Ludovic</b>	1500	8000
<b>DELSART Fabrice</b>	750	3250
<b>DENEUBOURG Marjorie</b>	1500	15000
<b>ERZEN Florence</b>	1500	15000
<b>HODOT Marjorie</b>	1500	8000
<b>HUBERT Sabine</b>	1500	8000
<b>LAFFONT Marc</b>	1500	15000
<b>NORTIER Valerie</b>	1500	8000
<b>UDIN Johann</b>	1500	8000
<b>DUBLOIS Claire</b>	11000	60000
<b>BARRA Nicolas</b>	3000	8000
<b>BOUAKKAZ Anaelle</b>	3000	8000
<b>BRULEFERT Jonathan</b>	750	3250
<b>CALOT Ludovic</b>	3000	8000
<b>CHAGNET Jean-Yves</b>	6000	15000
<b>CHAILLOT Pierre-Hugues</b>	3000	8000
<b>CLERGET Benjamin</b>	750	3250
<b>CREVEUIL Clement</b>	3000	8000
<b>CREVEUIL Edwige</b>	3000	8000
<b>FERRY Alexis</b>	750	3250

<b>GOUSSAULT Wilfrid</b>	750	3250
<b>GUERARD David</b>	750	3250
<b>NANTIER Remi</b>	750	3250
<b>PREAUX Olivier</b>	750	3250
<b>ROSIEK Nathalie</b>	750	3250
<b>ROYNETTE Dimitri</b>	750	3250
<b>SO Maely</b>	750	3250
<b>TOUSSAINT Patrick</b>	6000	15000
<b>BASTOUL Christelle</b>	750	3250
<b>CARON Christophe</b>	3000	8000
<b>COHUET Christophe</b>	3000	8000
<b>HIROU Benoit</b>	3000	8000
<b>IMMOUNI Mohamed</b>	750	3250
<b>LEPRINCE Mickael</b>	750	3250
<b>MAURER Stephanie</b>	750	3250
<b>NASRI Chams Eddine</b>	750	3250
<b>PAYS Katia</b>	6000	15000
<b>PRODHON Mailys</b>	750	3250
<b>PRODHON Frederic</b>	6000	15000
<b>RATSIMBA Nambinintsoa</b>	750	3250
<b>RENAULT Antoine</b>	3000	8000
<b>TOUGARD Thomas</b>	750	3250
<b>BEGUE Jerome</b>	750	3250
<b>BOURHY Marine</b>	750	3250
<b>BRENOT Didier</b>	750	3250
<b>BROQUET Jerome</b>	750	3250
<b>DE GRAEVE Jonathan</b>	750	3250
<b>JOBIC Marguerite</b>	3000	8000
<b>MAITRE Gerald</b>	750	3250
<b>MOLINARO David</b>	6000	15000
<b>MONTASSIER Ludivine</b>	750	3250
<b>MOUGENOT Stephane</b>	3000	8000
<b>NAUDE Aurore</b>	750	3250
<b>POISSENOT Laurent</b>	750	3250
<b>PUYPE Fabrice</b>	3000	8000
<b>RIGLET Jonathan</b>	750	3250
<b>RUTTEN Geoffrey</b>	750	3250
<b>SAINT PAUL Yann</b>	3000	8000
<b>TAILLEFER Alain</b>	6000	15000
<b>BLOT Gilbert</b>	1500	8000
<b>BOISSET Mathias</b>	1500	15000
<b>COLLET Amelie</b>	1500	8000
<b>CROSSETTE Pascal</b>	1500	15000



**PITTOZET Celine**

1500

8000

**Annexe IX à la décision n° 2024/1 du 4 mars 2024 du directeur régional *REYNAUD Philippe***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Argent liquide
<b>ROBIN Jerome</b>	illimité	300000
<b>PEPIN Jean-Luc</b>	illimité	300000

**Annexe X à la décision n° 2024/1 du 4 mars 2024 du directeur régional *REYNAUD Philippe***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Argent liquide
<b>ROBIN Jerome</b>	illimité	300000
<b>PEPIN Jean-Luc</b>	illimité	300000



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS

REIMS CEDEX, LE 4 MARS 2024

*DR Reims*  
110 RUE DU JARD CS 70034  
51723 REIMS CEDEX  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : *REYNAUD Philippe*  
Téléphone : 09 70 27 80 00  
Télécopie : 03 26 40 96 88  
Mél : [dr-reims@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-reims@douane.finances.gouv.fr)

Version anonymisée de la décision 2024/1 du directeur régional à REIMS CEDEX portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à METZ dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le Décret n° 2022-467 du 31 mars 2022 relatif à l'exercice du droit de transaction par l'administration des douanes

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les actes transactionnels définitifs de type 406 portant sur des contentieux voyageurs en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention et de délit douaniers, pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les transactions en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VII en euros ou sont illimités.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les transactions en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VIII en euros ou sont illimités.

Article 9 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IX de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IX en euros ou sont illimités.

Article 10 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe X de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les transactions en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe X en euros ou sont illimités.

Article 11 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

**Version anonymisée de l'Annexe I à la décision n° 2024/1 du 4 mars 2024 du directeur régional  
REYNAUD Philippe**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe I reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
--	----------	--------------	-------	-------------	-----------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe II à la décision n° 2024/1 du 4 mars 2024 du directeur régional  
REYNAUD Philippe**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe II reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
--	----------	------------	-------	--------	-------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe III à la décision n° 2024/1 du 4 mars 2024 du directeur régional  
REYNAUD Philippe**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe III reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	<b>Droits compromis</b>	<b>Droits fraudés</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Valeur des marchandises</b>
--	-------------------------	-----------------------	----------------------------	--------------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*



**Version anonymisée de l'Annexe IV à la décision n° 2024/1 du 4 mars 2024 du directeur régional  
REYNAUD Philippe**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe IV reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**Pv « 406 » (contentieux voyageurs)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Montant droits et taxes</b>	<b>Valeur des marchandises</b>
Matricule 39239	1500	7500	15000
Matricule 40982	1500	4000	8000
Matricule 41581	1500	7500	15000
Matricule 42540	750	1500	3250
Matricule 42650	1500	4000	8000
Matricule 42988	1500	7500	15000
Matricule 45148	1500	7500	15000
Matricule 45650	1500	7500	15000
Matricule 46853	750	1500	3250
Matricule 50290	750	1500	3250
Matricule 50344	1500	7500	15000
Matricule 50704	1500	4000	8000
Matricule 51048	1500	4000	8000
Matricule 51508	1500	7500	15000
Matricule 51542	1500	7500	15000
Matricule 51556	1500	7500	15000
Matricule 52176	750	1500	3250
Matricule 52231	1500	4000	8000
Matricule 52232	750	1500	3250
Matricule 52323	1500	7500	15000
Matricule 52337	1500	7500	15000
Matricule 52392	750	1500	3250
Matricule 52456	1500	4000	8000
Matricule 52574	1500	4000	8000
Matricule 52758	1500	4000	8000
Matricule 53330	1500	7500	15000
Matricule 53388	1500	7500	15000
Matricule 53422	1500	4000	8000
Matricule 53948	1500	4000	8000

<b>Matricule 54168</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 54402</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 55332</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55592</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 55616</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 56154</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 56880</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 57060</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 57408</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 57518</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 57698</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58078</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 58142</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 58152</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 58598</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59346</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 59464</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 59492</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 59666</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 59834</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 59910</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 60246</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 60286</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 60490</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 60612</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 60796</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 60874</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61180</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61258</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61313</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61518</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61578</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61642</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 61739</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62310</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62344</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62402</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62546</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62598</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 62676</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62736</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62850</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63034</b>	1500	4000	8000

<b>Matricule 63173</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63404</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63446</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63508</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63512</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63666</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63752</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63974</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 64124</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 64684</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 64822</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 64892</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 65168</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 65256</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 65726</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 65890</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 65976</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66246</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66252</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66382</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 66556</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66582</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66728</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 66778</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 66854</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66870</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66918</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66996</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 67018</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 67062</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 67150</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 67192</b>	750	1500	3250

**Version anonymisée de l'Annexe V à la décision n° 2024/1 du 4 mars 2024 du directeur régional  
REYNAUD Philippe**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe V reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**Pv« 420D », « 420 », « 421 » (délit douanier)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Montant droits et taxes</b>	<b>Valeur des marchandises</b>
Matricule 39239	3000	20000	60000
Matricule 40982	3000	4000	8000
Matricule 41581	11000	20000	60000
Matricule 42540	750	1500	3250
Matricule 42650	3000	4000	8000
Matricule 42962	750	1500	3250
Matricule 42988	6000	7500	15000
Matricule 43685	1500	7500	15000
Matricule 45148	6000	7500	15000
Matricule 45639	1500	7500	15000
Matricule 45650	6000	7500	15000
Matricule 46853	750	1500	3250
Matricule 47469	1500	4000	8000
Matricule 50221	1500	4000	8000
Matricule 50229	1500	4000	8000
Matricule 50290	750	1500	3250
Matricule 50344	6000	7500	15000
Matricule 50704	3000	4000	8000
Matricule 51048	3000	4000	8000
Matricule 51508	6000	7500	15000
Matricule 51542	6000	7500	15000
Matricule 51556	6000	7500	15000
Matricule 51630	1500	4000	8000
Matricule 52176	750	1500	3250
Matricule 52231	3000	4000	8000
Matricule 52232	750	1500	3250
Matricule 52323	250000	100000	250000
Matricule 52337	250000	100000	250000
Matricule 52392	750	1500	3250

<b>Matricule 52456</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 52574</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 52758</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 52780</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 53330</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 53388</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 53422</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 53437</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53444</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53801</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53948</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 54168</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 54402</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 54711</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55332</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 55519</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 55592</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 55616</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 56154</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 56880</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 57060</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 57203</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 57408</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 57518</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 57698</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 58078</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 58142</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 58152</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 58598</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 58679</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 59346</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 59464</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 59492</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 59666</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 59834</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 59910</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 60246</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 60286</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 60490</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 60612</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 60796</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 60874</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61180</b>	750	1500	3250

<b>Matricule 61258</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61313</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61518</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61578</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61642</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 61739</b>	11000	20000	60000
<b>Matricule 62107</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 62310</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62344</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62402</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 62546</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62598</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 62676</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62736</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62763</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 62850</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63034</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 63134</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 63173</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63404</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63446</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63508</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63512</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63666</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63752</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63974</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 64124</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 64647</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 64684</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 64822</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 64892</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 65168</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 65256</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 65726</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 65890</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 65976</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66246</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66252</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66382</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 66556</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66582</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66728</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 66778</b>	3000	4000	8000

<b>Matricule 66854</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66870</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66918</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66996</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 67018</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 67062</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 67150</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 67192</b>	750	1500	3250

**Version anonymisée de l'Annexe VI à la décision n° 2024/1 du 4 mars 2024 du directeur régional  
REYNAUD Philippe**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe VI reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (délit douanier)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Montant droits et taxes</b>	<b>Valeur des marchandises</b>
<b>Matricule 39239</b>	3000	20000	60000
<b>Matricule 40982</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 41581</b>	11000	20000	60000
<b>Matricule 42540</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 42650</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 42962</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 42988</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 43685</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45148</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 45639</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45650</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 46853</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 47469</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 50221</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 50229</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 50266</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50290</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 50344</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 50704</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 51048</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 51508</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 51542</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 51556</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 51630</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 52176</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 52231</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 52232</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 52323</b>	250000	100000	250000
<b>Matricule 52337</b>	250000	100000	250000



<b>Matricule 52392</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 52456</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 52574</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 52758</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 52780</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 53330</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 53388</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 53422</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 53437</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53444</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53801</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53948</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 54168</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 54402</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 54711</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55332</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 55519</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 55592</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 55616</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 56154</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 56880</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 57060</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 57203</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 57408</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 57518</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 57698</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 58078</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 58142</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 58152</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 58598</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 58679</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 59346</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 59464</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 59492</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 59666</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 59834</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 59910</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 60246</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 60286</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 60490</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 60612</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 60796</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 60874</b>	750	1500	3250

<b>Matricule 61180</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61258</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61313</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61518</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61578</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61642</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 61739</b>	11000	20000	60000
<b>Matricule 62107</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 62310</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62344</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62402</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 62546</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62598</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 62676</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62736</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62763</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 62850</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63034</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 63134</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 63173</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63404</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63446</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63508</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63512</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63666</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63752</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63974</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 64124</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 64647</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 64684</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 64822</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 64892</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 65168</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 65256</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 65726</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 65890</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 65976</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66246</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66252</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66382</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 66556</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66582</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66728</b>	3000	4000	8000

<b>Matricule 66778</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 66854</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66870</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66918</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66996</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 67018</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 67062</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 67150</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 67192</b>	750	1500	3250

**Version anonymisée de l'Annexe VII à la décision n° 2024/1 du 4 mars 2024 du directeur régional  
REYNAUD Philippe**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**Pv « 420D », « 420 », « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Valeur des marchandises</b>
Matricule 39239	3000	60000
Matricule 40982	3000	8000
Matricule 41581	11000	60000
Matricule 42540	750	3250
Matricule 42650	3000	8000
Matricule 42962	750	3250
Matricule 42988	6000	15000
Matricule 43685	1500	15000
Matricule 45148	6000	15000
Matricule 45639	1500	15000
Matricule 45650	6000	15000
Matricule 46853	750	3250
Matricule 47469	1500	8000
Matricule 50221	1500	8000
Matricule 50229	1500	8000
Matricule 50266	1500	8000
Matricule 50290	750	3250
Matricule 50344	6000	15000
Matricule 50704	3000	8000
Matricule 51048	3000	8000
Matricule 51508	6000	15000
Matricule 51542	6000	15000
Matricule 51556	6000	15000
Matricule 51630	1500	8000
Matricule 52176	750	3250
Matricule 52231	3000	8000
Matricule 52232	750	3250
Matricule 52323	250000	250000
Matricule 52337	250000	250000
Matricule 52392	750	3250
Matricule 52456	3000	8000

<b>Matricule 52574</b>	3000	8000
<b>Matricule 52758</b>	3000	8000
<b>Matricule 52780</b>	1500	8000
<b>Matricule 53330</b>	6000	15000
<b>Matricule 53388</b>	6000	15000
<b>Matricule 53422</b>	3000	8000
<b>Matricule 53437</b>	1500	15000
<b>Matricule 53801</b>	1500	15000
<b>Matricule 53948</b>	3000	8000
<b>Matricule 54168</b>	3000	8000
<b>Matricule 54402</b>	750	3250
<b>Matricule 54711</b>	1500	15000
<b>Matricule 55332</b>	6000	15000
<b>Matricule 55519</b>	750	3250
<b>Matricule 55592</b>	3000	8000
<b>Matricule 55616</b>	750	3250
<b>Matricule 56154</b>	3000	8000
<b>Matricule 56880</b>	750	3250
<b>Matricule 57060</b>	3000	8000
<b>Matricule 57203</b>	1500	8000
<b>Matricule 57408</b>	3000	8000
<b>Matricule 57518</b>	750	3250
<b>Matricule 57698</b>	6000	15000
<b>Matricule 58078</b>	750	3250
<b>Matricule 58142</b>	750	3250
<b>Matricule 58152</b>	3000	8000
<b>Matricule 58598</b>	6000	15000
<b>Matricule 58679</b>	1500	8000
<b>Matricule 59346</b>	750	3250
<b>Matricule 59464</b>	750	3250
<b>Matricule 59492</b>	3000	8000
<b>Matricule 59666</b>	3000	8000
<b>Matricule 59834</b>	750	3250
<b>Matricule 59910</b>	3000	8000
<b>Matricule 60246</b>	750	3250
<b>Matricule 60286</b>	3000	8000
<b>Matricule 60490</b>	3000	8000
<b>Matricule 60612</b>	750	3250
<b>Matricule 60796</b>	750	3250
<b>Matricule 60874</b>	750	3250
<b>Matricule 61180</b>	750	3250
<b>Matricule 61258</b>	750	3250
<b>Matricule 61313</b>	750	3250

<b>Matricule 61518</b>	750	3250
<b>Matricule 61578</b>	750	3250
<b>Matricule 61642</b>	3000	8000
<b>Matricule 61739</b>	11000	60000
<b>Matricule 62107</b>	1500	8000
<b>Matricule 62310</b>	750	3250
<b>Matricule 62344</b>	750	3250
<b>Matricule 62402</b>	6000	15000
<b>Matricule 62546</b>	750	3250
<b>Matricule 62598</b>	3000	8000
<b>Matricule 62676</b>	750	3250
<b>Matricule 62736</b>	750	3250
<b>Matricule 62763</b>	1500	8000
<b>Matricule 62850</b>	750	3250
<b>Matricule 63034</b>	3000	8000
<b>Matricule 63134</b>	1500	8000
<b>Matricule 63173</b>	750	3250
<b>Matricule 63404</b>	750	3250
<b>Matricule 63446</b>	750	3250
<b>Matricule 63508</b>	750	3250
<b>Matricule 63512</b>	750	3250
<b>Matricule 63666</b>	750	3250
<b>Matricule 63752</b>	750	3250
<b>Matricule 63974</b>	3000	8000
<b>Matricule 64124</b>	3000	8000
<b>Matricule 64647</b>	1500	8000
<b>Matricule 64684</b>	750	3250
<b>Matricule 64822</b>	750	3250
<b>Matricule 64892</b>	750	3250
<b>Matricule 65168</b>	750	3250
<b>Matricule 65256</b>	3000	8000
<b>Matricule 65726</b>	750	3250
<b>Matricule 65890</b>	3000	8000
<b>Matricule 65976</b>	750	3250
<b>Matricule 66246</b>	750	3250
<b>Matricule 66252</b>	750	3250
<b>Matricule 66382</b>	3000	8000
<b>Matricule 66556</b>	750	3250
<b>Matricule 66582</b>	750	3250
<b>Matricule 66728</b>	3000	8000
<b>Matricule 66778</b>	3000	8000
<b>Matricule 66854</b>	750	3250
<b>Matricule 66870</b>	750	3250

<b>Matricule 66918</b>	750	3250
<b>Matricule 66996</b>	750	3250
<b>Matricule 67018</b>	750	3250
<b>Matricule 67062</b>	750	3250
<b>Matricule 67150</b>	750	3250
<b>Matricule 67192</b>	750	3250

**Version anonymisée de l'Annexe VIII à la décision n° 2024/1 du 4 mars 2024 du directeur régional  
REYNAUD Philippe**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VIII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Valeur des marchandises</b>
Matricule 39239	3000	60000
Matricule 40982	3000	8000
Matricule 41581	11000	60000
Matricule 42540	750	3250
Matricule 42650	3000	8000
Matricule 42962	750	3250
Matricule 42988	6000	15000
Matricule 43685	1500	15000
Matricule 45148	6000	15000
Matricule 45639	1500	15000
Matricule 45650	6000	15000
Matricule 46853	750	3250
Matricule 47469	1500	8000
Matricule 50221	1500	8000
Matricule 50229	1500	8000
Matricule 50266	1500	8000
Matricule 50290	750	3250
Matricule 50344	6000	15000
Matricule 50704	3000	8000
Matricule 51048	3000	8000
Matricule 51508	6000	15000
Matricule 51542	6000	15000
Matricule 51556	6000	15000
Matricule 51630	1500	8000
Matricule 52176	750	3250
Matricule 52231	3000	8000
Matricule 52232	750	3250
Matricule 52323	250000	250000
Matricule 52337	250000	250000
Matricule 52392	750	3250



<b>Matricule 52456</b>	3000	8000
<b>Matricule 52574</b>	3000	8000
<b>Matricule 52758</b>	3000	8000
<b>Matricule 52780</b>	1500	8000
<b>Matricule 53330</b>	6000	15000
<b>Matricule 53388</b>	6000	15000
<b>Matricule 53422</b>	3000	8000
<b>Matricule 53437</b>	1500	15000
<b>Matricule 53801</b>	1500	15000
<b>Matricule 53948</b>	3000	8000
<b>Matricule 54168</b>	3000	8000
<b>Matricule 54402</b>	750	3250
<b>Matricule 54711</b>	1500	15000
<b>Matricule 55332</b>	6000	15000
<b>Matricule 55519</b>	750	3250
<b>Matricule 55592</b>	3000	8000
<b>Matricule 55616</b>	750	3250
<b>Matricule 56154</b>	3000	8000
<b>Matricule 56880</b>	750	3250
<b>Matricule 57060</b>	3000	8000
<b>Matricule 57203</b>	1500	8000
<b>Matricule 57408</b>	3000	8000
<b>Matricule 57518</b>	750	3250
<b>Matricule 57698</b>	6000	15000
<b>Matricule 58078</b>	750	3250
<b>Matricule 58142</b>	750	3250
<b>Matricule 58152</b>	3000	8000
<b>Matricule 58598</b>	6000	15000
<b>Matricule 58679</b>	1500	8000
<b>Matricule 59346</b>	750	3250
<b>Matricule 59464</b>	750	3250
<b>Matricule 59492</b>	3000	8000
<b>Matricule 59666</b>	3000	8000
<b>Matricule 59834</b>	750	3250
<b>Matricule 59910</b>	3000	8000
<b>Matricule 60246</b>	750	3250
<b>Matricule 60286</b>	3000	8000
<b>Matricule 60490</b>	3000	8000
<b>Matricule 60612</b>	750	3250
<b>Matricule 60796</b>	750	3250
<b>Matricule 60874</b>	750	3250
<b>Matricule 61180</b>	750	3250
<b>Matricule 61258</b>	750	3250

<b>Matricule 61313</b>	750	3250
<b>Matricule 61518</b>	750	3250
<b>Matricule 61578</b>	750	3250
<b>Matricule 61642</b>	3000	8000
<b>Matricule 61739</b>	11000	60000
<b>Matricule 62107</b>	1500	8000
<b>Matricule 62310</b>	750	3250
<b>Matricule 62344</b>	750	3250
<b>Matricule 62402</b>	6000	15000
<b>Matricule 62546</b>	750	3250
<b>Matricule 62598</b>	3000	8000
<b>Matricule 62676</b>	750	3250
<b>Matricule 62736</b>	750	3250
<b>Matricule 62763</b>	1500	8000
<b>Matricule 62850</b>	750	3250
<b>Matricule 63034</b>	3000	8000
<b>Matricule 63134</b>	1500	8000
<b>Matricule 63173</b>	750	3250
<b>Matricule 63404</b>	750	3250
<b>Matricule 63446</b>	750	3250
<b>Matricule 63508</b>	750	3250
<b>Matricule 63512</b>	750	3250
<b>Matricule 63666</b>	750	3250
<b>Matricule 63752</b>	750	3250
<b>Matricule 63974</b>	3000	8000
<b>Matricule 64124</b>	3000	8000
<b>Matricule 64647</b>	1500	8000
<b>Matricule 64684</b>	750	3250
<b>Matricule 64822</b>	750	3250
<b>Matricule 64892</b>	750	3250
<b>Matricule 65168</b>	750	3250
<b>Matricule 65256</b>	3000	8000
<b>Matricule 65726</b>	750	3250
<b>Matricule 65890</b>	3000	8000
<b>Matricule 65976</b>	750	3250
<b>Matricule 66246</b>	750	3250
<b>Matricule 66252</b>	750	3250
<b>Matricule 66382</b>	3000	8000
<b>Matricule 66556</b>	750	3250
<b>Matricule 66582</b>	750	3250
<b>Matricule 66728</b>	3000	8000
<b>Matricule 66778</b>	3000	8000
<b>Matricule 66854</b>	750	3250

<b>Matricule 66870</b>	750	3250
<b>Matricule 66918</b>	750	3250
<b>Matricule 66996</b>	750	3250
<b>Matricule 67018</b>	750	3250
<b>Matricule 67062</b>	750	3250
<b>Matricule 67150</b>	750	3250
<b>Matricule 67192</b>	750	3250

**Version anonymisée de l'Annexe IX à la décision n° 2024/1 du 4 mars 2024 du directeur régional  
REYNAUD Philippe**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe IX reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**Pv « 420D », « 420 », « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Argent liquide</b>
<b>Matricule 52323</b>	illimité	300000
<b>Matricule 52337</b>	illimité	300000

**Version anonymisée de l'Annexe X à la décision n° 2024/1 du 4 mars 2024 du directeur régional  
REYNAUD Philippe**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe X reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Argent liquide</b>
<b>Matricule 52323</b>	illimité	300000
<b>Matricule 52337</b>	illimité	300000